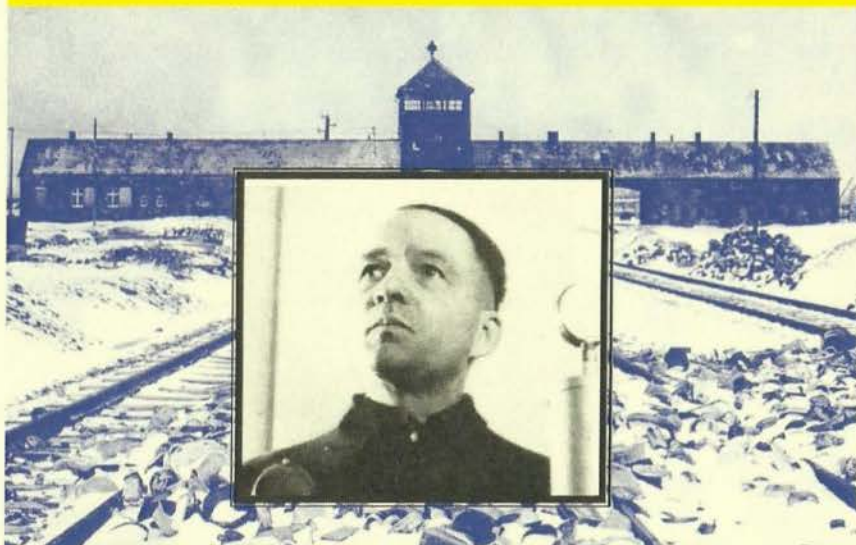


RUDOLF HÖSS A NUREMBERG



**Ce que le premier commandant d'Auschwitz
a déclaré au procès de Nuremberg.**

**Ses faux aveux que les historiens ont
retenus pendant un demi-siècle.**

**Ses déclaration « historiquement
incorrectes » qui ont été occultées...**

Rudolf Höss fut le premier des trois commandants d'Auschwitz. C'est lui qui, convoqué comme témoin à Nuremberg, « avoua » avoir assassiné 3 millions de personnes. Sa déposition accrédita auprès des peuples le mythe de l'Holocauste.

Aujourd'hui, cependant, même les historiens officiels admettent que son « témoignage » est sans valeur...

Dans cette brochure, vous découvrirez la déposition *in extenso* de R. Höss à Nuremberg le 15 avril 1946. Sa valeur est grande pour deux raisons :

- elle permet de répondre aux défenseurs de la thèse selon laquelle un homme qui témoigne contre lui (en reconnaissant ses « crimes » par exemple) dit nécessairement la vérité ; la déposition de R. Höss démontre que, parfois, les « aveux des bourreaux » sont sans valeur et que, face à un tribunal, un témoin sous pression peut être amené à dire des mensonges, même s'ils desservent sa cause ;
- on oublie fréquemment qu'à Nuremberg, R. Höss n'a pas été interrogé uniquement par l'Accusation. Il a été longuement interrogé par la Défense. En tant qu'ancien chargé de l'inspection des camps de concentration, il a pu alors s'exprimer librement et rappeler des vérités qui ne cadraient pas du tout avec la thèse de l'Holocauste (bonne tenue des camps jusqu'en 1944, humanité des gardiens, absence d'une politique délibérée de mauvais traitements, causes de la lente détérioration de la situation à partir de fin 1944, tentatives faites par les autorités pour sauver ce qui pouvait l'être dans les derniers mois...).

Consultez notre catalogue sur www.phdnm.org

Contact : contact@phdnm.org

Adresse postale :

Siegfried Verbeke
Italiëlei, 203 B
B-2000 ANTWERPEN
Belgique

Prix : 5 €

RUDOLF HÖSS A NUREMBERG

Ce que le premier commandant d'Auschwitz
a déclaré au procès de Nuremberg.
Ses faux aveux que les historiens ont retenus
pendant un demi siècle.
Ses déclarations « historiquement incorrectes »
qui ont été occultées.

Cliché de couverture : document censé représenter des tas de chaussures qui auraient appartenu aux « détenus assassinés à Auschwitz » (voy. R. Schnabel, *Macht ohne Moral*, p. 247). Cette photographie ainsi que d'autres montrant des tas de lunettes, de dentiers ou d'alliances ont été (et sont encore) utilisées comme autant de « preuves » qu'à Auschwitz, des centaines de milliers (voire des millions) d'être humains auraient été assassinés.

Janvier 2000

Diffusé par la Fondation européenne pour le libre
examen historique.

V.H.O.

B.P. 60

B-2600 BERCHEM-2 (Belgique)

Table des matières

- Avertissement : « Du cas Rudolf Höss à l'histoire du système concentrationnaire allemand » par Vincent Reynouard	3
- Déposition de Rudolf Höss, premier commandant d'Auschwitz, à Nuremberg	11
- « Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz » par Robert Faurisson	39
- « Le témoignage du "commandant d'Auschwitz" est dé- claré sans valeur ! » par Robert Faurisson	54

Avertissement

Du cas Rudolf Höss à l'histoire
du système concentrationnaire allemand,
par Vincent Reynouard

Le 15 avril 1946, au procès de Nuremberg, comparut comme témoin celui qui avait été le commandant du camp d'Auschwitz-Birkenau depuis sa création (1940) jusqu'en décembre 1943. Cet homme s'appelait Rudolf Höss. Devant les juges, il confessa que, sur ordre de Hitler, « au moins 2 500 000 victimes » avaient été exécutées et exterminées dans à Auschwitz entre 1941 et 1943, « par les gaz et le feu »¹.

Des confessions qui seront utilisées pendant plus d'un demi-siècle

Pendant près d'un demi-siècle, les historiens eurent l'habitude de considérer le témoignage de R. Höss comme une preuve indéniable de l'Holocauste. Comment, en effet, aurait-on pu mettre en doute les propos d'un homme qui avait témoigné contre sa propre cause (se condamnant lui-même à mort²), dans un procès « équitable » où les « droits de la Défense étaient respectés »³ ?

¹ Voy. *TMI*, XV, pp. 410 et 426. Ces pages sont reproduites en annexe.

² Livré aux Polonais, R. Höss fut jugé, condamné à mort et exécuté en 1947.

³ Nous avons utilisé des guillemets pour rappeler aux lecteurs qu'il s'agit-là de la thèse officielle avec laquelle nous ne som-

Les confessions du premier commandant d'Auschwitz parurent en français sous le titre : *Le Commandant d'Auschwitz parle* (1959, réédité en 1970). Sept ans auparavant, le célèbre romancier Robert Merle avait publié, aux éditions Gallimard, un ouvrage censé raconter la vie de R. Höss et intitulé : *La Mort est mon Métier*. Ce livre connu quatre rééditions en 1972, 1978, 1989 et 1993⁴. En 1960, l'historien du Troisième Reich William L. Shirer cita une partie des confessions dans son livre *The Rise and Fall of the Third Reich*⁵. En 1964, Léon Poliakov les utilisa largement dans son ouvrage intitulé : *Auschwitz*⁶. Lorsque, en 1979, les Nouvelles Éditions Latine rééditèrent *Mein Kampf* d'Adolf Hitler, la Cour d'appel de Paris les contraignit à publier un « Avertissement aux lecteurs » dans lequel il était question des massacres que l'idéologie véhiculée par cet ouvrage aurait permis : on y lisait, entre autres, le témoignage de Höss tel qu'il avait été repris en 1946 dans le jugement final de Nuremberg⁷. Six ans plus tard, celui qui reste encore considéré comme l'expert n° 1 de l'Holocauste, Raul Hilberg, cita plus de trente fois R. Höss dans son ouvrage de 1099 pages sur la Shoah : *The Des-*

mes nullement d'accord. Pour nous, le procès de Nuremberg fut une parodie de justice. Nous avons expliqué pourquoi dans notre ouvrage intitulé : *Injustice au procès de Nuremberg. Comment les 300 000 déclarations sous serment versées par la Défense au procès de Nuremberg ont été écartées par le Tribunal* (Éd. V.H.O., 1999, 123 p. Disponible à l'adresse du VHO contre 120 FF franco).

⁴ Une critique de cet ouvrage, rédigée par Pierre Marais, a été publiée dans *Nouvelle Vision* (n° 32, 1994), pp. 75 à 119.

⁵ Cet ouvrage a paru en français en 1970 sous le titre : *Le IIIe Reich. Des origines à la chute* (Éd. Stock). On trouve l'extrait des confessions de R. Höss page 906.

⁶ Éditions Julliard, collection Archives, 224 p.

⁷ Voy. *Mein Kampf*, réédition de 1979 conforme à l'édition de 1934 : « Avertissement au lecteur » (pages vertes), p. 7.

truction of the European Jews⁸. En 1989, dans sa brochure intitulée : *L'Impossible Oubli. La déportation dans les camps nazis*, la Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes (FNDIRP) mentionna R. Höss au chapitre intitulé : « La solution finale ». L'ancien commandant d'Auschwitz fut également cité dans une autre brochure grand public richement documentée : *Le Racisme en 1 000 Images*⁹ ainsi que de dans de très nombreux manuels scolaires.

Des confessions utilisées contre les révisionnistes

Comme on pouvait s'y attendre, les confessions de R. Höss furent utilisées pour tenter de répondre aux révisionnistes lorsque, notamment à partir de 1978, ceux-ci se levèrent afin de dénoncer le « mythe » des chambres à gaz homicides. Dans les semaines qui suivirent l'éclatement de l'affaire Faurisson (décembre 1978), trente-quatre historiens signèrent une déclaration sur la « politique hitlérienne d'extermination ». On lisait :

Faut-il préciser qu'ont témoigné tous ceux qui ont participé, à quelque niveau que ce soit, au processus d'extermination, depuis les membres du « Sonderkommando », chargés de conduire les victimes à la chambre à gaz et de dépouiller les cadavres, jusqu'au commandant d'Auschwitz en personne¹⁰ ?

Un an plus tard, dans sa préface au livre de Filip Müller intitulé : *Trois ans dans une chambre à gaz. Le*

⁸ Paru en 1989 en français aux éditions Fayard sous le titre : *La Destruction des juifs d'Europe*. R. Hilberg a été défait par les révisionnistes en 1985 lors du procès du Canadien Ernst Zündel à Toronto (voy. *Les Annales d'Histoire Révisionniste*, n° 5, 1988, pp. 33-5 et n° 8, 1990, pp. 27 à 34).

⁹ Auteur : Éléna de la Souchère ; éditions Pont Royal, Paris. Voy. p. 250.

¹⁰ Voy. *Le Monde*, 21 février 1979, p. 23.

témoignage de l'un des seuls rescapés des commandos spéciaux¹¹, Claude Lanzmann attaqua les livres chercheurs et parla d'une « littérature holocaustienne » qui « présentait les preuves les plus irréfutables » de l'Holocauste parmi lesquelles on trouvait « les confessions des tueurs » (p. 11). En 1985, la FNDIRP fustigea à son tour les révisionnistes qui tendaient à « minimiser les crimes nazis, voire à la nier », « en dépit des aveux des assassins »¹². En 1993, encore, un Canadien prétendit réfuter les arguments du professeur Faurisson dans un article intitulé : « Even Holocaust criminals refute prof's numbers » (Même les criminels de l'Holocauste réfutent les chiffres du professeur) dans lequel il était question du témoignage de R. Höss¹³.

Des confessions dénoncées par les révisionnistes comme dépourvues de valeur

Dès 1964, au terme d'une étude critique longue de neuf pages, le père du révisionnisme historique, Paul Rassinier, avait clairement démontré que les confessions du premier commandant d'Auschwitz n'avaient aucune valeur¹⁴. En 1977, l'historien révisionniste américain Arthur R. Butz dénonça à son tour les contradictions qui

¹¹ Édition Pygmalion, 1980, 251 p. En réalité, F. Müller était un faussaire qui, pour rédiger son témoignage, s'était notamment inspiré du livre d'un autre faussaire, Miklos Nyiszli, intitulé : *Auschwitz : Journal d'un médecin du camp* et publié sous forme d'épisodes dans la revue *Quick* de Munich en 1961 (voy. Carlo Mattogno : « Auschwitz : un cas de plagiat » publié par *Les Annales d'Histoire Révisionniste*, n° 5, 1988, pp. 119...).

¹² Voy. *Le Choc*. 1945 : la presse révèle l'enfer des camps nazis (FNDIRP, 1985), p. 12.

¹³ Voy. *North Shore News*, 19 décembre 1993, p. 8.

¹⁴ Voy. P. Rassinier, *Le Drame des Juifs Européens* (première édition de 1964, deuxième édition de 1984 chez La Vieille Taupe), pp. 43-52.

émaillaient les « aveux » de R. Höss¹⁵. Un an plus tard, R. Faurisson parla d'une « ébouriffante confession »¹⁶. Reprenant les travaux de P. Rassinier, il expliqua pourquoi les descriptions des gazages par le « bourreau d'Auschwitz » « heurt[aient] le simple bon sens »¹⁷. En 1987, enfin, il publia un article qui démontrait que ces « aveux » utilisés depuis 50 ans avaient été obtenus sous la torture¹⁸ : on ne pouvait donc les retenir.

Les historiens exterminationnistes sont obligés d'abandonner les « confessions » de R. Höss

Acculés par les révisionnistes, les historiens exterminationnistes durent céder. Ils le firent progressivement. En 1989, dans son monumental ouvrage intitulé : *Auschwitz : Technique and Operation of the Gas Chambers*, Jean-Claude Pressac écrivit : « Höss was present without seeing » (Höss était présent sans voir)¹⁹. Or, que peut valoir un témoin oculaire... aveugle ? Deux ans plus tard, un ouvrage collectif sur *L'Allemagne de Hitler (1933-1945)* parut aux éditions du Seuil. Bien qu'un chapitre entier ait porté sur la date à laquelle l'ordre d'extermination des Juifs aurait été donné (« Hitler et la "Solution finale" : le jour et l'heure »), il n'y était nullement question de R. Höss.

¹⁵ Voy. A. Butz, *The Hoax of the Twentieth Century* (Institute of Historical Review, 1977), pp. 100-4.

¹⁶ Voy. *Le Monde*, 29 décembre 1978, p. 8.

¹⁷ Voy. *L'affaire Faurisson. Interview de Robert Faurisson à la Storia illustrata*, août 1979 (publié en français par La Vieille Taupe, 1979), p. 5.

¹⁸ Voy. les *Annales d'Histoire Révisionniste*, n° 1, 1987, pp. 137-151, article intitulé : « Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz ». Cet article est reproduit en annexe.

¹⁹ Voy. *Auschwitz : Technique...* (Bedate Klarsfeld Foundation, 1989), p. 128.

En 1993, J.-C. Pressac alla plus loin en affirmant : « Höss [...] ne peut plus être considéré actuellement comme un témoin fiable sur les dates et les chiffres »²⁰. La même année, enfin, l'historien américain Christopher Browning lâcha : « Höss a toujours été un témoin très faible et très confus »²¹.

C'en était fini des « confessions » du premier commandant d'Auschwitz. Aujourd'hui, plus aucun historien sérieux ne songe à les utiliser. Elles ont même disparu de la plupart des manuels scolaires...

Ces « confessions » ont donc rejoint, dans les oubliettes de l'Histoire, celles des responsables des camps de Ravensbrück (Suhren, Schwarzhuber et Treite) de Mauthausen (le commandant Ziereis) et du Struthof (Kramer) qui avaient avoué l'existence de chambres à gaz là où tout le monde admet aujourd'hui qu'il n'y en a pas eu. Elles sont également allées rejoindre celles du SS Kurt Gerstein sur les gazages à Belzec et dont Henri Roques a prouvé le caractère mensonger en 1985²².

Le lecteur trouvera ci-après, outre deux articles de R. Faurisson parus en 1987 et 1994, le texte *in extenso*, sous forme de fac-similé, de la déposition de Rudolf Höss à Nuremberg. Il pourra ainsi découvrir comment des affirmations qui semblent à priori cohérentes et dignes de foi, faites lors d'un procès où toutes les apparences de l'équité sont sauvegardées, peuvent être mensongères. Nous espérons le convaincre que la prudence doit toujours être de mise face à n'importe quel « témoignage »,

²⁰ Voy. J.-C. Pressac, *Les Crématoire d'Auschwitz. La Machinerie du meurtre de masse* (Éd. du CNRS, 1993, pp. 102-3).

²¹ Voy. l'article de R. Faurisson intitulé : « Le témoignage du "Commandant d'Auschwitz" est déclaré sans valeur ! » et reproduit en annexe.

²² Voy. A. Chelain, *La Thèse de Nantes et l'Affaire Roques* (Éd. Polémiques, 1988).

même s'il paraît à priori offrir toutes les garanties de sincérité.

Mais ce n'est pas là l'unique intérêt de cette brochure. Aujourd'hui que les « confessions » du premier commandant d'Auschwitz sont abandonnées, beaucoup d'historiens officiels seraient heureux que cette affaire soit oubliée. Eh bien non ! Nous, révisionnistes, refusons l'oubli. Car au-delà de la prudence à laquelle elle nous invite lorsqu'il est question d'« aveux », l'affaire R. Höss nous permet de rappeler que :

1°) A Nuremberg, les magistrats n'ont pas hésité à s'appuyer sur le témoignage du premier commandant du camp d'Auschwitz afin de prétendre que l'Holocauste était un fait démontré. Dans le jugement final, en effet, on lit :

Certains camps de concentration, tels que Treblinka ou Auschwitz, furent principalement choisis à cette fin [d'extermination]. En ce qui concerne Auschwitz, le Tribunal a entendu le témoignage de Höss [...] ²³.

Or, que peut valoir un procès où, sur la question la plus grave (l'extermination délibérée de millions d'êtres humains), le principal témoin se révèle n'être qu'un faux témoin ?

2°) Après plus de trente années de controverse, on s'aperçoit finalement que les révisionnistes ont eu les premiers raison lorsqu'ils ont, par l'analyse logique, déclaré sans valeur les confessions de R. Höss. Là comme ailleurs, les historiens officiels n'ont fait que les suivre... avec de nombreuses années de retard.

²³ Voy. *TMI*, I, p. 264.

N'est pas la preuve que les révisionnistes ne sont pas les faussaires que l'on prétend et qu'au contraire, ils effectuent un travail positif ?

- Tant que, à Nuremberg, R. Höss parla comme ancien commandant d'Auschwitz, il fut contraint de confirmer les aveux qui lui avaient été arrachés sous la torture. Mais dès qu'il parla en tant qu'ancien inspecteur des camps (tâche qu'il assumait du 1^{er} décembre 1943 à 1945), il put alors révéler des faits qui ne cadrent guère avec la thèse officielle véhiculée encore aujourd'hui. Depuis 1945, ces faits ont été soigneusement occultés par les historiens officiels ; ceux-ci ont uniquement retenu ce qui les intéressait dans les « confessions », à savoir les descriptions des gazages.

Nous les soumettons aujourd'hui au lecteur afin qu'il se rende compte que, **dès 1945, les analystes et les historiens possédaient des éléments suffisants pour écrire une histoire objective de l'univers concentrationnaire allemand. Non seulement ils n'en ont pas profité, mais ils se sont empressés d'écarter tout ce matériel à décharge. N'est-ce pas la preuve de leur mauvaise foi ?**

Aujourd'hui, c'est donc toute l'histoire du système concentrationnaire allemand qui est à réécrire. Les révisionnistes ont commencé voilà quarante ans. Plus que jamais, ils invitent les historiens officiels à se joindre à eux...

Compte rendu des débats au premier
procès de Nuremberg (1945-1946)

Audience du 15 avril 1946 :
déposition de Rudolf Höss,
premier commandant du camp d'Auschwitz.
(TMI, XI, pp. 408 à 433)

CENT HUITIÈME JOURNÉE.

Lundi 15 avril 1946.

Audience du matin.

L'HUISSIER AUDIENCIER. — Messieurs, je viens d'être informé que l'accusé Ribbentrop n'assistera pas à l'audience de ce matin.

LE PRÉSIDENT. — Je vais d'abord m'occuper des documents de l'accusé Rosenberg.

Le Tribunal décide que tous les documents du premier livre, premier et deuxième volumes, doivent être refusés jusqu'à et y compris le livre de Hellpach, c'est-à-dire les documents numérotés de 1 à 6 de même que les documents 7 (e) et 8.

Deuxièmement, le Tribunal accordera valeur probatoire aux documents 7, 7 (a), 7 (b), 7 (c) et 7 (d).

Le Tribunal décide que les pièces 7 à 7 (d) ne doivent pas être lues en ce moment; mais elles peuvent être citées par l'avocat, au cours de sa plaidoirie finale.

Troisièmement, le Tribunal autorise les livres II et III et enfin,

Quatrièmement, il déclare que l'accusé Rosenberg sera appelé le premier et que tous les documents autorisés peuvent lui être présentés pendant son interrogatoire. C'est tout ce que j'avais à dire.

Dr KAUFFMANN. — Avec l'autorisation du Tribunal, je citerai d'abord le témoin Höss.

(Le témoin s'approche de la barre.)

LE PRÉSIDENT. — Levez-vous. Voulez-vous énoncer votre nom?

TÉMOIN RUDOLF HÖSS. — Rudolf Franz Ferdinand Höss.

LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous répéter ce serment après moi : « Je jure devant Dieu tout puissant et omniscient que je dirai la pure vérité et que je ne cèlerai ni n'ajouterai rien ».

(Le témoin répète le serment.)

Vous pouvez vous asseoir.

Dr KAUFFMANN. — Témoin, votre déposition est très importante. Vous êtes peut-être l'unique personne susceptible de jeter la lumière sur des questions jusqu'alors obscures et de nous dire quelles sont les personnes qui ont donné les ordres d'anéantissement de la population juive d'Europe, comment ces ordres ont été exécutés et jusqu'à quel point ces exécutions restaient secrètes.

LE PRÉSIDENT. — Voulez-vous poser des questions au témoin, s'il vous plaît?

Dr KAUFFMANN. — De 1940 à 1943, vous avez commandé le camp d'Auschwitz?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — A cette époque, des centaines de milliers d'êtres humains furent envoyés à la mort là-bas. Est-ce exact?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Est-il exact que vous ne pouvez donner le nombre exact des victimes car on vous avait interdit de les compter?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, c'est exact.

Dr KAUFFMANN. — Est-il, en outre, exact que seul, un certain Eichmann en tenait une comptabilité; c'était lui qui s'occupait de l'organisation et de la réunion de tous les détenus?

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact.

Dr KAUFFMANN. — Eichmann vous a-t-il bien dit qu'au camp d'Auschwitz, plus de 2.000.000 de Juifs ont été anéantis?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, c'est exact.

Dr KAUFFMANN. — Des hommes, des femmes et des enfants?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Avez-vous fait la grande guerre?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Et, en 1922, vous avez adhéré au Parti?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Étiez-vous membre des SS?

TÉMOIN HÖSS. — Depuis 1934.

Dr KAUFFMANN. — Est-il exact que, au cours de 1924, vous avez été condamné à une longue peine de détention en raison de votre participation à un prétendu meurtre de la Sainte Vierge?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Et, à la fin de 1934, vous fîtes votre apparition au camp de Dachau?

TÉMOIN HÖSS. — Parfaitement.

Dr KAUFFMANN. — Quelles y furent vos fonctions?

TÉMOIN HÖSS. — Je fus d'abord chef de bloc. Ensuite, chef des rapports. Puis, je fus administrateur des biens des prisonniers.

Dr KAUFFMANN. — Combien de temps y êtes-vous resté?

TÉMOIN HÖSS. — Jusqu'en 1938.

Dr KAUFFMANN. — Et après 1938? Quelles furent vos fonctions et où vous trouviez-vous?

TÉMOIN HÖSS. — En 1938, je fus nommé au camp de concentration de Sachsenhausen, où je fus d'abord adjoint au commandant, puis chef des détenus.

Dr KAUFFMANN. — A quelle époque avez-vous commandé le camp d'Auschwitz?

TÉMOIN HÖSS. — De mai 1940 jusqu'au 1^{er} décembre 1943.

Dr KAUFFMANN. — Combien de détenus se trouvaient alors à Auschwitz?

TÉMOIN HÖSS. — Il y en eut à une certaine époque 140.000 environ, hommes et femmes.

Dr KAUFFMANN. — Est-il exact qu'en 1941 Himmler vous a convoqué à Berlin? Donnez-nous un bref compte rendu de vos conversations avec lui.

TÉMOIN HÖSS. — Oui, au cours de l'été 1941, je fus personnellement convoqué par le Reichsführer SS Himmler qui me pria de venir à Berlin. Je ne puis vous répéter exactement les mots qu'il prononça, mais en voici le sens: «Le Führer a décidé la solution finale du problème juif. C'est à nous, SS, que revient l'exécution de ces ordres. Si nous ne le faisons pas maintenant, c'est le peuple juif qui, plus tard, anéantira le peuple allemand». Auschwitz a été choisi dans ce but car c'est l'endroit le plus propice à la construction d'un camp d'internement.

Dr KAUFFMANN. — Himmler vous a-t-il dit que tout cela devait être considéré comme «affaire secrète d'État»?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, il a insisté particulièrement sur ce point et m'a recommandé de ne pas en parler à mon supérieur direct, le Gruppenführer Glücks, cette conversation devant rester secrète. Je devais observer à ce sujet le plus grand silence vis-à-vis de tout le monde.

Dr KAUFFMANN. — Que faisait Glücks, dont vous venez de parler?

TÉMOIN HÖSS. — Le Gruppenführer Glücks était inspecteur des camps de concentration et dépendait directement du Reichsführer.

Dr KAUFFMANN. — L'expression «affaire secrète d'État» signifie-t-elle que celui qui y faisait la moindre allusion risquait sa vie?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, cela signifiait qu'on ne pouvait en parler avec qui que ce soit et que l'on était responsable de toute fuite éventuelle.

Dr KAUFFMANN. — Avez-vous communiqué ces renseignements à des tiers? Avez-vous violé ces engagements?

TÉMOIN HÖSS. — Jusqu'à fin 1942, non, jamais.

Dr KAUFFMANN. — Pourquoi citez-vous cette date? Est-ce qu'après cette époque vous avez parlé à des tiers et fait des communications à ce sujet?

TÉMOIN HÖSS. — Fin 1942, ma femme entendit parler de certaines choses qui se passaient dans mon camp par le Gauleiter de Haute-Silésie, et me demanda ensuite si ce qu'on lui avait dit était exact. Je lui répondis affirmativement. C'est là, la seule infraction que j'aie commise. Autrement, je n'en ai soufflé mot à personne.

Dr KAUFFMANN. — Quand avez-vous fait la connaissance d'Eichmann?

TÉMOIN HÖSS. — Je l'ai connu environ quatre semaines après avoir reçu l'ordre du Reichsführer. Il vint à Auschwitz afin de discuter avec moi de l'exécution des ordres donnés. Comme me l'avait dit le Reichsführer au cours de l'entretien que j'eus avec lui, Eichmann avait été chargé de l'exécution de ces ordres et devait en discuter avec moi. C'est lui qui m'envoya toutes les instructions ultérieures.

Dr KAUFFMANN. — Dites-nous brièvement s'il est exact que le camp d'Auschwitz était tout à fait isolé et quelles furent les mesures prises pour tenir secrète l'exécution des ordres que l'on vous transmettait.

TÉMOIN HÖSS. — Le camp d'Auschwitz se trouvait à trois kilomètres de la ville; les environs immédiats, environ 20.000 arpents (Acker), avaient été évacués, de sorte que toute cette région n'était accessible qu'à des SS ou à des civils détenteurs de permis spéciaux. Le camp de Birkenau, où fut installé plus tard le camp d'extermination, était situé à deux kilomètres du camp d'Auschwitz. Les installations provisoires se trouvaient au milieu des bois et ne pouvaient être vues de nulle part. Cette région était interdite et même les membres des familles des SS ne possédant pas de permis spéciaux ne pouvaient y pénétrer. C'est ainsi qu'aucun être humain, en dehors des personnes mentionnées, n'était en mesure de pénétrer sur ce terrain.

Dr KAUFFMANN. — Il y eut ensuite les transports par chemin de fer? A quelle époque arrivèrent ces transports et combien de personnes contenait chacun d'entre eux?

TÉMOIN HÖSS. — Pendant toute cette période qui a précédé 1944, il y eut certaines mesures prises dans différents pays, de sorte qu'on peut parler d'arrivées incessantes. Il s'agit d'une période de

quatre à six semaines. Pendant ces quatre à six semaines, arrivaient tous les jours deux à trois trains contenant chacun environ 2.000 personnes et qui étaient tout d'abord amenés sur une voie de garage du côté de Birkenau. Les locomotives repartaient alors, les hommes de garde qui accompagnaient les transports devaient quitter immédiatement l'enceinte et les personnes que l'on avait amenées étaient prises en charge par les gardiens du camp. Elles étaient visitées par deux médecins SS qui devaient juger de leur aptitude au travail. Celles qui étaient capables de travailler partaient tout de suite à pied pour Auschwitz ou Birkenau, et celles qui n'en étaient pas capables étaient d'abord conduites à ces installations provisoires et, plus tard, aux fours crématoires qui venaient d'être construits.

Dr KAUFFMANN. — Au cours du dernier interrogatoire que je vous ai fait subir, vous m'aviez dit qu'on avait désigné environ soixante hommes pour s'occuper des transports; ils étaient également tenus au plus grand secret, selon les prescriptions qui vous avaient été données à vous-même précédemment. Pouvez-vous l'affirmer à nouveau aujourd'hui?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, ces soixante hommes s'occupaient des détenus incapables de travailler. Ils étaient chargés de les amener à ces installations provisoires et plus tard à d'autres installations. Cette équipe comprenant dix chefs et sous-chefs, des médecins et du personnel sanitaire avait des instructions écrites et verbales leur imposant le plus grand secret sur tout ce qui se passait.

Dr KAUFFMANN. — Un étranger à ce personnel, ayant vu arriver ces transports, pouvait-il, à divers indices, se rendre compte qu'il s'agissait de gens destinés à être anéantis, ou bien croyez-vous que le trafic important de matériel, les départs et les arrivées incessantes qui avaient lieu à Auschwitz l'en auraient empêché?

TÉMOIN HÖSS. — Certainement, un observateur étranger à ces services ne pouvait avoir aucune idée de cela car, en dehors des trains destinés à l'extermination, arrivaient également des transports de détenus devant travailler dans le camp. En outre, de nombreux transports quittaient le camp, emmenant ou échangeant des travailleurs. Les trains eux-mêmes étaient fermés, c'est-à-dire que les portes des wagons de marchandises étaient verrouillées, si bien que, du dehors, on ne pouvait voir les gens qui étaient transportés. En outre, tous les jours, une centaine de wagons transportant du matériel et du ravitaillement entraient ou quittaient le camp où l'on fabriquait du matériel de guerre.

Dr KAUFFMANN. — A l'arrivée des transports, les victimes devaient-elles déposer tout ce qu'elles possédaient, se déshabiller complètement, donner leurs bijoux, etc.?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Elles portaient ensuite immédiatement à la mort ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Je vous demande maintenant si, d'après vos renseignements, ces gens savaient ce qui les attendait ?

TÉMOIN HÖSS. — Pour la plupart d'entre eux, non, car nous avions pris des mesures pour empêcher d'éveiller ce soupçon chez eux. C'est ainsi que, partout, aux portes et aux murs, des écriteaux indiquaient un centre d'épouillage et de douches. Ils l'apprenaient par des détenus arrivés dans les transports précédents et employés comme aides.

Dr KAUFFMANN. — Et la mort par intoxication se produisait alors en un temps de trois à quinze minutes à peu près, n'est-ce pas ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Vous m'avez dit en outre que, avant cette entrée définitive dans la mort, on étourdissait les victimes ?

TÉMOIN HÖSS. — D'après ma propre expérience et les renseignements des médecins, je sais que les victimes, suivant leur nombre et la température à laquelle on les exposait, perdaient connaissance ou mouraient en des temps très variables. La perte de la connaissance se produisait en quelques secondes ou en quelques minutes.

Dr KAUFFMANN. — N'avez-vous jamais eu pitié de ces victimes en pensant à votre famille et à vos enfants ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, effectivement.

Dr KAUFFMANN. — Et comment avez-vous pu commettre ces actes ?

TÉMOIN HÖSS. — Malgré les doutes qui me vinrent, il y avait une chose qui comptait par-dessus tout : c'était l'ordre que m'avait donné Himmler.

Dr KAUFFMANN. — Himmler avait-il visité le camp et s'était-il rendu compte lui-même de la façon dont on exécutait les gens ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui. En 1942, Himmler est venu visiter le camp et il a assisté à une exécution, depuis le début jusqu'à la fin.

Dr KAUFFMANN. — En est-il de même pour Eichmann ?

TÉMOIN HÖSS. — Eichmann s'est rendu plusieurs fois à Auschwitz et savait très bien ce qui s'y passait.

Dr KAUFFMANN. — L'accusé Kaltenbrunner a-t-il visité ce camp ?

TÉMOIN HÖSS. — Non.

Dr KAUFFMANN. — Avez-vous parlé avec Kaltenbrunner de ces ordres que l'on vous avait donnés ?

TÉMOIN HÖSS. — Non, jamais. Je n'ai vu qu'une seule fois l'Obergruppenführer Kaltenbrunner.

Dr KAUFFMANN. — Quand était-ce ?

TÉMOIN HÖSS. — C'était le lendemain de son anniversaire, en 1944.

Dr KAUFFMANN. — Quelle situation occupiez-vous à cette époque-là ?

TÉMOIN HÖSS. — En 1944, j'étais chef des services E 1 bureau central de l'Économie et de l'Administration à Berlin (WVHA). J'étais chargé de l'inspection des camps de concentration à Oranienburg.

Dr KAUFFMANN. — Et quel était l'objet de cette rencontre dont vous parlez ?

TÉMOIN HÖSS. — Il s'agissait d'un rapport émanant du camp de Mauthausen, sur les détenus sans identité et leur emploi dans l'industrie d'armement. Kaltenbrunner devait prendre une décision à leur sujet ; c'est pourquoi je suis allé le voir avec le rapport du commandant de Mauthausen. Mais il ne prit aucune décision et renvoya l'affaire à plus tard.

Dr KAUFFMANN. — Voulez-vous nous préciser la situation géographique du camp de Mauthausen. Est-ce en Haute-Silésie ou dans le Gouvernement Général...

TÉMOIN HÖSS. — Mauthausen ?

Dr KAUFFMANN. — Excusez-moi, je me suis trompé, il s'agit d'Auschwitz.

TÉMOIN HÖSS. — Auschwitz se trouve dans l'ancienne Pologne. Plus tard, après 1939, cette région fut incorporée à la province de Haute-Silésie.

Dr KAUFFMANN. — Est-il exact que l'administration et le ravitaillement des camps incombaient uniquement au bureau principal de l'Économie et de l'Administration (WVHA) ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — C'était un service complètement différent du RSHA ?

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact.

Dr KAUFFMANN. — Et vous avez été, de 1943 à la fin de la guerre, un des chefs de l'inspection au bureau de l'Économie et de l'Administration ?

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact.

Dr KAUFFMANN. — Voulez-vous dire par là que vous êtes au courant de tout ce qui s'est passé dans les camps de concentration, méthodes employées et traitements infligés aux prisonniers?

TÉMOIN HÖSS. — Parfaitement.

Dr KAUFFMANN. — En ce qui concerne le traitement infligé aux détenus, avez-vous eu connaissance de tortures ou de cruautés, ou de l'emploi de certaines méthodes? Indiquez-moi ce que vous savez là-dessus avant et après 1939.

TÉMOIN HÖSS. — Jusqu'au début de la guerre en 1939, la situation dans les camps au point de vue ravitaillement et traitement des détenus était la même que celle de toutes les autres prisons ou maisons pénitentiaires du Reich. Les détenus étaient traités très sévèrement, mais aucun mauvais traitement ne leur était infligé de façon méthodique. Le Reichsführer a, à plusieurs reprises, donné des ordres pour que chaque SS qui frapperait un détenu soit puni, et ce fut le cas à plusieurs reprises.

Le ravitaillement et l'entretien étaient, à cette époque, les mêmes que ceux des détenus placés sous l'autorité de l'administration pénitentiaire allemande. Leur installation dans les camps au cours de ces années était parfaitement normale, car il n'y avait pas ces arrivages massifs qui eurent lieu au début et pendant la guerre. Lorsque la guerre commença et que les détenus politiques et les résistants des régions occupées arrivèrent à flots, les bâtiments existants n'y suffirent plus. Durant les premières années de la guerre, nous primes des mesures improvisées, mais la guerre nous l'interdit bientôt car le matériel était rare. De plus, les rations attribuées aux détenus furent considérablement réduites par les services de rationnement.

Il y avait donc un fait nouveau: le nombre des détenus ne fit que s'accroître et leur résistance aux épidémies de plus en plus menaçantes, diminua.

Si, plus tard, les détenus furent en si mauvais état, si des milliers d'entre eux furent découverts à la fin de la guerre, malades et amaigris, c'est parce qu'à chaque instant le Reichsführer nous rappelait son but et parce que le chef du bureau central de l'Économie et de l'Administration, l'Obergruppenführer Pohl, lors des réunions des chefs de camp, leur disait que chaque détenu devait être utilisé jusqu'à l'extrême limite de ses forces pour l'industrie de l'armement. Chaque commandant devait faire tout ce qu'il pouvait pour atteindre ce but. Notre but n'était pas d'avoir le plus de morts possible, mais le Reichsführer reprenait toujours son leit-motiv: utiliser toute la main-d'œuvre possible pour l'armement.

Dr KAUFFMANN. — Il n'y a donc pas de doute: plus la guerre durait, plus nombreux étaient les internés maltraités et torturés.

Savez-vous si, lors de l'inspection de vos camps de concentration, il y a eu des plaintes, ou bien s'agit-il là d'excès plus ou moins importants?

TÉMOIN HÖSS. — Les mauvais traitements et les tortures dont on a tant parlé et qu'ont racontés les détenus libérés par les Alliés n'étaient pas dus à l'application d'une méthode comme on veut bien le dire, mais étaient le fait d'excès de pouvoir de la part des chefs, des sous-chefs et des hommes de garde.

Dr KAUFFMANN. — En avez-vous jamais eu connaissance?

TÉMOIN HÖSS. — Lorsqu'on le savait, le coupable était destitué ou muté, de telle sorte que, même s'il n'était pas puni du fait du manque de preuves, il était affecté à un autre emploi et éloigné des détenus.

Dr KAUFFMANN. — Comment pouvez-vous expliquer le mauvais état de santé dans lequel les troupes alliées ont trouvé les détenus et dont les films faits par elles apportent la preuve?

TÉMOIN HÖSS. — La situation catastrophique de la fin de la guerre eut pour cause les destructions des voies de chemin de fer, les bombardements quotidiens des usines. On ne pouvait plus assurer le ravitaillement régulier de ce grand nombre de détenus — à Auschwitz il y en eut 140.000 — même lorsque le chef de camp essayait, par des mesures improvisées, d'améliorer les choses, en particulier par la mise sur pied de colonnes de camions de ravitaillement, ou autres mesures semblables. Ce n'était plus possible. Le nombre des malades s'était accru dans des proportions énormes et il n'y avait presque plus de médicaments, ce qui favorisait les épidémies; les détenus capables de travailler étaient utilisés de plus en plus. Le Reichsführer avait même donné l'ordre d'utiliser là où ils pouvaient travailler les gens malades. De sorte que, dans les camps de concentration, qui étaient encombrés de malades et de mourants, nous n'avions pas assez de locaux.

Dr KAUFFMANN. — Regardez la carte qui est derrière vous; les points rouges représentent des camps de concentration. Combien y en avait-il à la fin de la guerre?

TÉMOIN HÖSS. — A la fin de la guerre, il y en avait encore treize. Tous les autres, qui sont indiqués ici, sont des camps de travail attachant aux usines de guerre. Les treize camps dont je parle, je viens de vous le dire, étaient les camps centraux d'une région. Par exemple, en Bavière, le camp de Dachau. En Autriche, Mauthausen. Tous les autres camps de travail dépendaient de ces camps principaux. Ces camps de concentration avaient à surveiller et à ravitailler les camps extérieurs, c'est-à-dire qu'ils devaient leur fournir du personnel, échanger les malades, s'occuper de l'habillement. Le ravitaillement fut, à partir de 1944, presque

exclusivement l'affaire des industries d'armement elles-mêmes, et les détenus qui travaillaient devaient être nourris par les services qui les employaient.

Dr KAUFFMANN. — Que savez-vous des prétendues expériences médicales pratiquées sur les détenus vivants ?

TÉMOIN HÖSS. — On en fit dans différents camps. Ainsi, à Auschwitz, les expériences de stérilisation du professeur Klaubert et du Dr Schumann. Des expériences furent faites ensuite sur des jumeaux par le Dr Mengele, médecin SS.

Dr KAUFFMANN. — Connaissez-vous le Dr Rascher ?

TÉMOIN HÖSS. — Le Dr Rascher, médecin de l'Aviation, fit des expériences à Dachau avec des condamnés à mort, sur la résistance du corps humain au froid et aux hautes pressions atmosphériques.

Dr KAUFFMANN. — Savez-vous si ces expériences étaient connues de la majorité des internés de ces camps ?

TÉMOIN HÖSS. — De telles expériences, comme toutes autres choses, étaient évidemment très secrètes, mais il n'était certainement pas possible d'éviter que dans un très grand camp, beaucoup de personnes n'en aient connaissance. Mais je ne sais pas si on l'a su en dehors du camp.

Dr KAUFFMANN. — Vous m'avez dit également qu'il y a eu aussi des ordres d'exécution au camp d'Auschwitz ; que ces ordres, jusqu'à la guerre, furent très rares, mais qu'ils devinrent plus fréquents par la suite ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui. Jusqu'au début de la guerre, il n'y eut que très peu d'exécutions, seulement dans certains cas extrêmes. Je me souviens qu'un jour, à Buchenwald, on a pendu des détenus qui avaient attaqué et assommé un SS.

Dr KAUFFMANN. — Vous reconnaissez que pendant la guerre le nombre des exécutions augmenta d'une façon considérable ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, dès le début de la guerre.

Dr KAUFFMANN. — Ces exécutions étaient-elles la conséquence de jugements de tribunaux allemands ?

TÉMOIN HÖSS. — Non, ces exécutions à l'intérieur des camps étaient la conséquence d'instructions du RSHA.

Dr KAUFFMANN. — Quelle signature portaient les ordres d'exécution que vous avez eus entre les mains ? Est-il exact que, occasionnellement, des ordres d'exécution arrivèrent portant la signature de Kaltenbrunner ? Il ne s'agissait pas d'originaux mais de télétypes dont la signature était tapée à la machine ?

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact. Nous n'avons jamais eu en mains les originaux des ordres d'exécution. Ceux-ci allaient ou bien à l'inspection des camps de concentration et étaient ensuite retransmis par télétype dans les différents camps, ou bien, dans les cas urgents, ils étaient transmis directement du RSHA aux camps intéressés. L'inspection en était ensuite informée. Ainsi, les camps ne recevaient jamais que des télétypes.

Dr KAUFFMANN. — Prétendez-vous devant le Tribunal, qu'étant donné le nombre toujours croissant de tous les ordres d'exécution, ceux-ci portèrent jusqu'à la fin de la guerre la signature de Himmler ou celle de Müller ?

TÉMOIN HÖSS. — J'ai vu très peu de télétypes signés du Reichsführer et encore moins de l'accusé Kaltenbrunner. La plupart d'entre eux portaient la signature de Müller.

Dr KAUFFMANN. — Est-ce ce Müller dont vous avez déjà parlé et avec lequel vous avez à maintes reprises discuté ?

TÉMOIN HÖSS. — Le Gruppenführer Müller était chef de l'Amt IV du RSHA et s'occupait de toutes les questions traitant de l'inspection des camps de concentration.

Dr KAUFFMANN. — Voulez-vous dire qu'à la suite de cela vous avez rendu visite au chef de la Gestapo Müller supposant, d'après votre expérience de son activité passée qu'il s'agissait de la personne compétente en la matière.

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact. J'ai traité avec le Gruppenführer Müller ce qui concernait les camps de concentration ; il était au courant et, la plupart du temps, il a pris immédiatement une décision.

Dr KAUFFMANN. — Je vous demande encore une fois si vous avez examiné ces questions avec l'accusé Kaltenbrunner.

TÉMOIN HÖSS. — Non.

Dr KAUFFMANN. — Êtes-vous au courant d'une évacuation éventuelle des camps de concentration vers la fin de la guerre et, si oui, qui en a donné l'ordre ?

TÉMOIN HÖSS. — Voici ce que j'en sais. Le Reichsführer SS avait, à l'origine, donné l'ordre d'abandonner le camp à l'ennemi en cas d'arrivée de ce dernier ou d'attaques aériennes. Ulérieurement, pour le cas Buchenwald qui a été rapporté au Führer... Non ce n'est pas cela. Au début de l'année 1945, lorsque divers camps se trouvèrent dans la zone d'opérations, le Reichsführer chargea les hauts fonctionnaires SS et de la Police de décider en cas d'urgence s'il fallait les évacuer ou les laisser à l'ennemi. Auschwitz et Gross-Rosen ont été évacués. Buchenwald devait l'être, puis le Reichsführer donna l'ordre de ne plus faire aucune évacuation. Seuls les détenus de marque ne devaient en aucun cas

tomber aux mains des Alliés et devaient être transférés ailleurs. C'est ce qui se produisit pour Buchenwald. Lorsqu'il (ce camp) fut occupé, le Führer reçut un rapport disant que des détenus s'étaient emparés d'armes et avaient exécuté des pillages dans la ville de Weimar. Le Führer donna alors à Himmler l'ordre d'empêcher qu'à l'avenir les camps ne tombent aux mains de l'ennemi et de transférer au préalable les détenus dans d'autres camps. Ceci se passait très peu de temps avant la fin de la guerre, peu avant que le nord de l'Allemagne fût séparé du sud.

Voici le cas de Sachsenhausen: le chef de la Gestapo, le Gruppenführer Müller, m'appela au téléphone et me dit que le Reichsführer avait donné l'ordre d'évacuer le camp immédiatement. Je fis remarquer au Gruppenführer que Sachsenhausen ne pouvait plus l'être; il aurait fallu envoyer les détenus dans quelques camps de travail rattachés à des entreprises susceptibles de tenir lieu d'hébergement qui se trouvaient dans la région et ceux qui restaient dans les bois, mais qu'il y aurait alors des milliers et des milliers de morts, et qu'il était absolument impossible de nourrir cette masse de gens. Le Gruppenführer me dit qu'il en parlerait à nouveau au Reichsführer et me rappela au bout d'une heure en me disant que ce dernier avait refusé et demandait aux commandants d'exécuter l'ordre immédiatement.

Ravensbruck devait aussi être évacué, mais ne put pas l'être. Dans quelle mesure les camps du sud de l'Allemagne ont été évacués ou non, je ne le sais pas, étant donné que mon inspection n'avait plus aucune liaison avec le sud de l'Allemagne.

Dr KAUFFMANN. — On a prétendu ici, et c'est là ma dernière question, que l'accusé Kaltenbrunner aurait donné l'ordre de tuer les internés de Dachau et de deux autres camps, à la bombe ou au poison. Êtes-vous au courant d'une telle chose? Sinon, croyez-vous qu'elle soit vraisemblable?

TÉMOIN HÖSS. — Je n'ai jamais entendu dire quelque chose de pareil, je ne sais rien d'un ordre d'évacuation pour le sud de l'Allemagne et je considère comme impossible qu'on puisse anéantir un camp de cette façon.

Dr KAUFFMANN. — Je n'ai plus d'autres questions à poser.

LE PRÉSIDENT. — Les avocats désirent-ils poser des questions au témoin?

Dr MERKEL. — Témoin, est-ce que la Police d'État, en tant qu'administration du Reich, a participé au massacre des Juifs à Auschwitz?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, puisque j'ai reçu tous mes ordres à ce sujet de l'Obersturmführer Eichmann.

Dr MERKEL. — L'administration des camps de concentration était-elle placée sous le contrôle du bureau de l'Administration et de l'Économie?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr MERKEL. — Vous avez dit précédemment que vous n'aviez rien à faire avec le RSHA?

TÉMOIN HÖSS. — Non.

Dr MERKEL. — Je vous prie de spécifier encore une fois que la Police d'État, en tant que telle, n'avait rien à faire avec l'administration, le ravitaillement et le traitement des détenus. Mais que c'était exclusivement le travail du bureau de l'Administration et de l'Économie.

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact, oui.

Dr MERKEL. — Comment expliquez-vous alors que vous étiez en relations avec Müller et que vous avez traité avec lui des questions relatives aux camps de concentration?

TÉMOIN HÖSS. — Le RSHA et en particulier l'Amt IV avaient un pouvoir exécutif en ce qui concerne les ordres relatifs aux détenus, leur répartition dans les camps des catégories 1, 2, 3; les mesures de répression, les exécutions, l'hébergement des détenus spéciaux et tout ce qui en découlait passaient par le RSHA et en particulier l'Amt IV.

Dr MERKEL. — Quand ce service de l'Administration et de l'Économie a-t-il été créé?

TÉMOIN HÖSS. — Le WVHA existait depuis 1933 sous différentes dénominations. L'inspection des camps de concentration ne dépendait de lui que depuis 1941.

Dr MERKEL. — En somme, dès le début, ces camps de concentration étaient sous les ordres de cette administration. C'est-à-dire des SS et non pas de la Police d'État?

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact.

Dr MERKEL. — Vous avez cité le nom du Dr Rascher tout à l'heure. Le connaissez-vous personnellement?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr MERKEL. — Savez-vous si le Dr Rascher, avant le début de son activité à Dachau, faisait partie des SS?

TÉMOIN HÖSS. — Je n'en ai pas la moindre idée. Je l'ai vu plus tard en uniforme de médecin de l'Aviation et il paraît qu'ensuite il entra dans les SS, mais je ne l'ai plus revu.

Dr MERKEL. — Je n'ai plus d'autres questions à poser au témoin. Merci.

M. LUDWIG BABEL (avocat des SS). — Témoin, vous avez dit au début de votre déposition que le Reichsführer SS Himmler, lorsqu'il vous demanda de venir le voir, vous aurait dit que l'exécution de cet ordre du Führer devait être laissée aux SS. Qu'entendez-vous par SS?

TÉMOIN HÖSS. — D'après les ordres du Reichsführer, il ne pouvait s'agir que des membres des SS qui gardaient les camps. L'exécution de ces ordres ne visait que les membres des SS qui étaient les gardiens du camp et non pas les Waffen SS.

M. BABEL. — Combien de membres des SS y avait-il dans les camps et à quelles formations des SS appartenaient-ils?

TÉMOIN HÖSS. — A la fin de la guerre, il y avait environ 35.000 SS et à mon avis environ 10.000 hommes de l'Armée, de l'Aviation et de la Marine affectés comme gardiens dans les camps de travail.

M. BABEL. — Quel était le travail de ces gardiens? Autant que je le sache il était différent: il y avait d'abord la garde des détenus puis aussi l'administration, etc.

TÉMOIN HÖSS. — Oui, c'est en effet exact.

M. BABEL. — Oui. Combien y avait-il de gardiens pour mille détenus par exemple?

TÉMOIN HÖSS. — Il est difficile de l'évaluer. J'estime que 10% du personnel de garde étaient destinés au service intérieur, à l'administration, à la surveillance des détenus à l'intérieur du camp, aux bureaux d'infirmerie, etc.

M. BABEL. — Par conséquent, 90% s'occupaient de la garde extérieure, occupaient les miradors et accompagnaient les détenus au travail?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

M. BABEL. — Avez-vous vu ces gardiens se livrer à des exactions dans une plus ou moins large mesure ou bien celles-ci étaient-elles uniquement le fait des Kapos?

TÉMOIN HÖSS. — S'il y a eu des mauvais traitements — moi-même je n'en ai jamais observé —, je ne crois pas qu'ils furent le fait des gardiens, ou bien dans une très faible mesure, car les autorités dont dépendaient les camps avaient ordonné que les rapports entre SS et détenus soient réduits au minimum, le personnel de garde étant devenu au cours des années tellement mauvais qu'on ne pouvait plus avoir, vis-à-vis de lui, la même attitude qu'au début. Il y avait des milliers de gardiens sachant à peine l'allemand, originaires de tous les pays et engagés volontaires dans les SS, ou bien de vieilles classes de 50 à 60 ans n'ayant aucun intérêt au service, de sorte que le chef du camp

devait faire très attention à ce que ces hommes observent strictement le règlement. Il est évident que les détenus ont subi de mauvais traitements, mais nous ne l'avons jamais toléré. En outre, il était impossible d'encadrer ces gens au travail seulement par des SS. C'est pourquoi il fallait partout les faire surveiller et diriger par d'autres détenus qui assumaient presque exclusivement l'administration du camp. Il y eut naturellement beaucoup d'excès commis. Ils étaient inévitables car la nuit il n'y avait presque aucun SS dans le camp. Ce n'est que dans certains cas précis que les SS pouvaient pénétrer dans les camps: les détenus se trouvaient donc plus ou moins à la merci de ces kapos.

M. BABEL. — Vous nous avez parlé d'un règlement s'appliquant aux gardiens, mais il y en avait également un pour les détenus; il prévoyait des châtiments pour les détenus qui ne s'y conformaient point. Quelles étaient ces punitions?

TÉMOIN HÖSS. — Tout d'abord, ils pouvaient être affectés à une compagnie disciplinaire où ils étaient soumis à un travail plus sévère, et étaient logés de façon plus rudimentaire. Ensuite, il y avait l'incarcération dans l'obscurité; dans les cas graves, autre punition: on les mettait aux chaînes. Cette punition fut interdite en 1942 ou 1943 par le Führer. Il y avait encore une autre punition: se tenir debout à l'entrée du camp et enfin comme dernier moyen, la correction. Elle ne pouvait être ordonnée par le commandant qui pouvait seulement la proposer et il fallait, dans le cas des hommes, l'assentiment de l'inspecteur des camps de concentration: le Gruppenführer Schmidt, et pour les femmes, une décision du Reichsführer.

M. BABEL. — Vous savez sans doute qu'il existait deux camps disciplinaires pour les SS à Dachau et à Dantzig-Matzkau; on les appelait également camps de concentration.

TÉMOIN HÖSS. — Parfaitement.

M. BABEL. — Les méthodes en usage dans ces camps étaient-elles différentes de celles pratiquées dans les autres camps de concentration?

TÉMOIN HÖSS. — Oui. Ces camps ne dépendaient pas de l'inspection des camps de concentration mais d'une juridiction de Police SS. Je n'ai jamais inspecté ces deux camps.

M. BABEL. — Vous ignorez le règlement de ces camps?

TÉMOIN HÖSS. — Oui je l'ignore.

M. BABEL. — Je n'ai plus de questions à poser.

LE PRÉSIDENT. — Nous allons suspendre l'audience pendant dix minutes.

(L'audience est suspendue.)

Dr HAENSEL. — J'ai une question à poser au Tribunal. On a nommé un second avocat pour les SS; est-il permis au second avocat de poser quelques questions?

LE PRÉSIDENT. — Non, le Tribunal a décidé, il y a longtemps, qu'un seul avocat serait entendu.

Dr HAENSEL. — Je vous remercie.

FLOTTENRICHTER OTTO KRANZBÜHLER (avocat de l'accusé Dönitz). — Témoin, vous venez de dire que des gens appartenant à la Marine de guerre avaient été affectés à la garde des camps de concentration.

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

FLOTTENRICHTER KRANZBÜHLER. — S'agit-il de camps de concentration ou de camps de travailleurs?

TÉMOIN HÖSS. — Il s'agit de camps de travailleurs.

FLOTTENRICHTER KRANZBÜHLER. — Entendez-vous, par camps de travailleurs, les baraquements installés autour des entreprises d'armement?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, lorsque les travailleurs ne sont pas logés dans les locaux mêmes de l'usine.

FLOTTENRICHTER KRANZBÜHLER. — On m'a informé que les soldats affectés à la garde des camps de travailleurs avaient été versés dans les SS.

TÉMOIN HÖSS. — Cela n'est exact qu'en partie. Une partie de ces hommes, je ne connais pas les chiffres, a été affectée aux SS. Les autres furent renvoyés à leurs corps d'origine ou furent échangés. Il y avait des déplacements constants.

FLOTTENRICHTER KRANZBÜHLER. — Je vous remercie.

COLONEL AMEN. — Plaise au Tribunal. Je voudrais d'abord, au nom de nos Alliés britanniques, déposer sans les lire une série de documents concernant les Waffen SS. Ce sont des statistiques donnant le nombre des Waffen SS affectés à la garde des camps de concentration.

Je demande qu'on montre au témoin les pièces D-745(a) et (b), D-746(a) et (b), D-747, D-748, D-749(b), D-750, l'une étant un affidavit de ce témoin.

(On remet les documents au témoin.)

Témoin, le document D-749(b) qui vient de vous être transmis est bien l'une de vos dépositions?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Et vous connaissez le contenu des autres?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Et vous certifiez l'exactitude de ces chiffres?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Bien. Ces documents auront le numéro de dépôt USA-810. Témoin, lorsque vous étiez à Dachau et à Mauthausen, ces camps ont-ils parfois reçu la visite de hauts fonctionnaires nazis?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Pouvez-vous donner des noms au Tribunal?

TÉMOIN HÖSS. — Je me souviens encore de 1935, lorsque tous les Gauleiter sous la conduite du Reichsführer Himmler ont visité Dachau. Je ne me souviens pas de tous les noms.

COLONEL AMEN. — Vous souvenez-vous si un ministre a visité l'un de ces camps lorsque vous vous y trouviez?

TÉMOIN HÖSS. — Voulez-vous parler de cette visite de 1935?

COLONEL AMEN. — A un moment quelconque quand vous étiez dans un de ces camps.

TÉMOIN HÖSS. — Oui, en 1938, le ministre Frick vint à Sachsenhausen avec le chef du Gouvernement.

COLONEL AMEN. — Vous souvenez-vous, de la visite d'autres ministres à un moment quelconque?

TÉMOIN HÖSS. — Pas à Sachsenhausen, mais à Auschwitz, le ministre de la Justice.

COLONEL AMEN. — Qui était-il?

TÉMOIN HÖSS. — Thierack.

COLONEL AMEN. — Et qui encore? Vous souvenez-vous d'autres noms?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, mais je ne peux pas dire ces noms maintenant.

COLONEL AMEN. — De qui s'agissait-il?

TÉMOIN HÖSS. — J'ai donné les noms dans le procès-verbal mais je ne peux les redonner de mémoire.

COLONEL AMEN. — Très bien. Vous avez dit que plusieurs ordres d'exécution avaient été signés par Müller? Est-ce exact?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — N'est-il pas exact que tous ces ordres d'exécution dont vous avez parlé ont été signés par...

Dr STEINBAUER. — Je vous demande pardon, Monsieur le Président... on a déposé des documents, et on interroge le témoin sur le contenu de ces documents. La Défense ne peut pas suivre.

usqu'elle ignore ce qui se trouve dans ces documents. Je vous demande de nous permettre d'avoir connaissance de leur contenu.

LE PRÉSIDENT. — N'a-t-on donné aux accusés aucune copie de ces documents?

COLONEL AMEN. — Si. Nous en avons des copies ici. Cinq copies allemandes ont été distribuées.

LE PRÉSIDENT. — La chose peut être vérifiée.

COLONEL AMEN. — Témoin, je vous demande, à propos des ordres d'exécution, s'il est exact que vous ayez dit qu'ils étaient signés par Müller. Me comprenez-vous?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Müller ne signait-il pas au nom de l'accusé Kaltenbrunner, chef du RSHA? Ces ordres ne portaient-ils pas la mention « Par ordre »?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, cette mention figurait sur les exemplaires dont j'ai eu les originaux entre les mains. Lorsque j'étais à Oranienburg, ces ordres portaient la signature: « Par ordre: Müller ».

COLONEL AMEN. — En d'autres termes, Müller signait simplement en sa qualité de représentant du chef du RSHA, Kaltenbrunner, n'est-ce pas?

TÉMOIN HÖSS. — Je suppose.

COLONEL AMEN. — Et, naturellement, vous savez que Müller, était subordonné au chef du RSHA, Kaltenbrunner?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Témoin, vous avez fait, à la demande du Ministère Public, une déposition sous la foi du serment?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Je demande qu'on montre au témoin le document PS-3868, que je dépose sous le numéro USA-819.

(Le document est remis au témoin.)

Vous avez librement signé cet affidavit, témoin?

TÉMOIN HÖSS. — Parfaitement.

COLONEL AMEN. — Et il représente la vérité à tous égards?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Messieurs, nous avons ce document en quatre langues. (Au témoin.) Vous nous avez déjà donné quelques explications sur des passages de cet affidavit. Pouvez-vous en suivre la lecture? Est-ce que vous avez une copie de l'affidavit devant vous?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Je saute le premier paragraphe et commence au paragraphe 2:

« Je me suis constamment occupé de l'administration des camps de concentration depuis 1934. J'ai été en fonctions à Dachau jusqu'en 1938, puis, comme adjoint à Sachsenhausen, depuis 1938 jusqu'au 1^{er} mai 1940, date à laquelle je fus nommé commandant d'Auschwitz. Je dirigeai Auschwitz jusqu'au 1^{er} décembre 1943 et estime que au moins 2.500.000 victimes y furent exécutées et exterminées par les gaz et le feu, et que, au moins un autre demi-million succomba à la faim et à la maladie, ce qui fait un total d'environ 3.000.000 de morts. Ce chiffre représente environ 70 ou 80% du nombre total des détenus d'Auschwitz, le reste ayant été sélectionné pour le travail forcé dans les industries des camps de concentration. Parmi ceux qui furent exécutés ou brûlés, il y avait à peu près 20.000 prisonniers de guerre russes (triés au préalable par la Gestapo dans les camps de prisonniers de guerre). Ceux-ci furent amenés à Auschwitz dans des convois de la Wehrmacht conduits par des officiers et des hommes de la Wehrmacht. Le restant du nombre total des victimes était composé de 100.000 Juifs allemands et un grand nombre de citoyens, pour la plupart Juifs, de Hollande, de France, de Belgique, de Pologne, de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Grèce ou d'autres pays. Nous exécutâmes environ 400.000 Juifs hongrois dans le seul camp d'Auschwitz, au cours de l'été 1944. »

Tout cela est-il vrai, témoin?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, c'est exact.

COLONEL AMEN. — Je laisse maintenant les quelques premières lignes du paragraphe 3 et commence au milieu environ:

« Avant la formation du RSHA, c'était la Police secrète d'État (Gestapo) et la Sûreté (Kriminalpolizei) qui étaient les services responsables des arrestations et des internements en camps de concentration ainsi que des peines et des exécutions qui y étaient appliqués ou qui s'y déroulaient. Après la formation du RSHA, tout ceci fut subordonné, sans changement, à Heydrich, chef du RSHA, qui signait les ordres. Tant que Kaltenbrunner fut chef du RSHA, les ordres concernant les internements de protection, les déportations, l'application de peines et les exécutions ont été signés par Kaltenbrunner ou par le chef de la Gestapo Müller, en tant que représentant de Kaltenbrunner. »

LE PRÉSIDENT. — Afin que tout soit bien net, la dernière date du paragraphe 2 est-elle 1943 ou 1944?

COLONEL AMEN. — 1944. Je crois.

Témoin, la date qui figure à la fin du paragraphe 2 est-elle exacte? « Au cours de l'été 1944, 400.000 Juifs hongrois ont été exécutés. » Est-ce 1944 ou 1943?

TÉMOIN HÖSS. — 1944. Une partie le fut à la fin de 1943. Je ne puis donner le chiffre exact; la fin de ces exécutions eut lieu en automne 1944.

COLONEL AMEN. — Bien.

«4. Les exécutions massives par les gaz commencèrent au cours de l'été 1941 et continuèrent jusqu'à l'automne 1944. J'ai surveillé personnellement les exécutions à Auschwitz jusqu'au 1^{er} décembre 1943 et sais, par mes fonctions d'inspecteur des camps de concentration au WVHA, que ces exécutions massives continuèrent comme je l'ai dit plus haut. Toutes les exécutions massives par les gaz eurent lieu sous les ordres directs, la surveillance et la responsabilité du RSHA. Je recevais directement du RSHA l'ordre de procéder à ces exécutions en masse.»

Ces déclarations sont-elles exactes, témoin?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — «5. Le 1^{er} décembre 1943, je devins chef de l'Amt I, du groupe D du WVHA, et étais responsable dans ce bureau de la coordination des questions à régler entre le RSHA et les camps de concentration qui dépendaient de l'administration du WVHA. Je remplis ces fonctions jusqu'à la fin de la guerre. Pohl, comme chef du WVHA et Kaltenbrunner, comme chef du RSHA, se consultaient souvent oralement et par écrit sur les questions soulevées par les camps de concentration.»

Vous nous avez déjà parlé du long rapport que vous avez transmis à Kaltenbrunner à Berlin. Je sauterai donc le reste du paragraphe 5.

«6. La solution finale de la question juive signifiait l'extermination complète de tous les Juifs vivant en Europe. Je reçus l'ordre en juin 1941, de créer des installations d'extermination à Auschwitz. A ce moment, il y avait déjà trois autres camps d'extermination dans le Gouvernement Général: Belzek, Treblinka et Wolzek. Ces camps étaient dirigés par l'Einsatzkommando de la Police de sûreté et du SD. J'ai visité Treblinka pour voir comment se faisait cette extermination. Le commandant du camp de Treblinka me dit qu'il avait liquidé 80.000 Juifs au cours d'un semestre. Il s'occupait surtout de liquider les Juifs du ghetto de Varsovie. Il se servait de gaz monoxyde, et je ne crois pas que ce fut très efficace; aussi, quand j'installai les bâtiments d'extermination à Auschwitz, je me servis de cyclon B qui était un acide prussique cristallisé que nous laissions tomber dans la chambre d'extermination par une petite ouverture. Il fallait de trois à quinze minutes pour tuer les gens dans la chambre d'extermination suivant les conditions atmosphériques. Nous savions quand les gens étaient morts car ils s'arrêtaient de crier. D'habitude, nous attendions une demi-heure avant d'ouvrir

les portes pour retirer les corps. Après que les morts avaient été retirés, nos commandos spéciaux prélevaient les bagues et extrayaient les dents en or des cadavres.»

Est-ce exact, témoin?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Que faisait-on de l'or des dents des cadavres, le savez-vous?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Pouvez-vous le dire au Tribunal?

TÉMOIN HÖSS. — L'or était fondu et envoyé à la direction du service de santé SS à Berlin.

COLONEL AMEN. — «7. Un autre progrès sur Treblinka fut réalisé par la construction de chambres à gaz pouvant contenir 2.000 personnes, tandis qu'à Treblinka il y avait dix chambres à gaz ne pouvant contenir que 200 personnes chacune. La manière dont nous choisissons nos victimes était la suivante: nous avions deux médecins SS en service à Auschwitz chargés d'examiner les prisonniers qui arrivaient. On faisait défiler ces prisonniers devant un des médecins qui se prononçait immédiatement en les voyant passer. Ceux qui étaient capables de travailler étaient envoyés au camp. Les autres étaient envoyés immédiatement aux installations d'extermination. Les enfants en bas âge étaient invariablement exterminés car ils étaient incapables de travailler. Autre progrès: à Treblinka les victimes savaient presque toujours qu'elles devaient être exterminées, tandis qu'à Auschwitz nous essayâmes de les tromper en leur faisant croire qu'on allait les épouiller. Naturellement elles perçaient souvent nos véritables intentions et il s'ensuivait souvent des révoltes et des difficultés. Très souvent les femmes cachaient leurs enfants sous leurs vêtements, mais naturellement nous les trouvions et les envoyions à la mort.

«On nous demandait de garder le secret sur ces exterminations mais, naturellement, la puanteur fétide et écœurante des corps continuellement brûlés imprégnait toute la région, et tous les gens habitant les environs savaient que l'on procédait à des exterminations à Auschwitz.»

Est-ce que tout cela est exact, témoin?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Je sauterai les paragraphes 8 et 9 qui concernent les expériences médicales, car vous en avez déjà parlé:

«10. Rudolf Mildner a été chef de la Gestapo à Katowitz depuis mars 1941 jusqu'en septembre 1943 environ. A ce titre, il envoya souvent des prisonniers à Auschwitz pour y être internés ou

exécutés. Il visita Auschwitz à plusieurs reprises. Le tribunal de la Gestapo, le SS-Standgericht qui jugeait des personnes accusées de crimes divers tels que tentative d'évasion de la part de prisonniers de guerre, etc. se réunissait souvent à Auschwitz et Mildner assistait fréquemment au procès de ces gens qui, d'habitude, étaient exécutés à Auschwitz après leur condamnation. Je fis visiter les installations d'extermination d'Auschwitz à Mildner, et il s'y intéressa particulièrement car il devait envoyer des Juifs de son territoire à Auschwitz pour y être exécutés.

« Je comprends l'anglais, langue dans laquelle ce texte est rédigé. Les déclarations ci-dessus sont véridiques, je les ai faites volontairement et sans contrainte. Après avoir relu ma déclaration, je l'ai signée et certifiée à Nuremberg (Allemagne), le 5 avril 1946.

« Signé: Rudolf Höss. »

Je vous demande, témoin, si tout ce qu'on vous a lu est l'expression de la vérité?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

COLONEL AMEN. — Voilà qui termine mon contre-interrogatoire, à l'exception d'un document britannique, résumé des documents que j'ai déposés au début du contre-interrogatoire. Ce sera le document USA-810. C'est un résumé des premiers documents que j'ai déposés et qui concernent les Waffen SS.

Je crois, Monsieur le Président, que les Ministères Publics soviétique et français ont quelques questions concernant leurs pays respectifs qu'ils voudraient poser au témoin.

LE PRÉSIDENT. — Général Rudenko, vous vous souviendrez que le Ministère Public a assuré au Tribunal, en ce qui concerne les témoins, qu'à l'exception d'un ou deux accusés individuels, il ne procédera qu'à un seul contre-interrogatoire; depuis cette assurance, c'est la deuxième fois que le Ministère Public désire avoir plus d'un contre-interrogatoire.

GÉNÉRAL RUDENKO. — Il est vrai, Monsieur le Président, que le Ministère Public a fait une déclaration en ce sens. Mais il s'est également réservé le droit d'agir autrement dans certains cas particuliers. Le Ministère Public représente quatre pays: il est donc indispensable que chaque Délégation ait le droit de poser certaines questions aux accusés lorsque leur pays est en jeu.

LE PRÉSIDENT. — Pourriez-vous indiquer la nature des questions que le Ministère Public soviétique veut poser. Non pas les questions exactes, mais le sujet qu'elles concernent.

GÉNÉRAL RUDENKO. — J'ai compris. Le colonel Pokrovsky, qui a l'intention de poser ces questions, va en faire part au Tribunal.

COLONEL POKROVSKY. — Je puis dire, Monsieur le Président, que nous sommes intéressés par une certaine quantité de questions concernant l'extermination de millions de citoyens soviétiques. Nous voudrions avoir quelques détails sur ces exterminations. Sur la demande de la Délégation française, je voudrais poser deux ou trois questions se rapportant à certains documents qui, dans le livre de documents français, ont été déposés sous le numéro F-709 (a). C'est tout; mais ces questions ont une grande importance pour les Délégations soviétique et française.

LE PRÉSIDENT. — Colonel Pokrovsky, le Tribunal vient de décider, avec l'assentiment du Ministère Public, que dans le cas des témoins il n'y aurait qu'un contre-interrogatoire. Il n'y a rien dans la Charte qui donne expressément le droit au Ministère Public de contre-interroger chacun d'eux et, d'autre part, l'article 18 ordonne au Tribunal de prendre des mesures strictes pour empêcher tout retard inutile dans la marche des débats. Le Tribunal estime que, dans le cas présent, le sujet a été épuisé et qu'il n'est pas nécessaire d'engager un autre contre-interrogatoire à ce propos.

Docteur Kauffmann, voulez-vous poser quelques questions au témoin?

Dr KAUFFMANN. — Je serai très bref.

Témoin, dans la déclaration sous serment qui vient d'être lue, vous dites dans le paragraphe 2 qu'au moins un autre million d'internés est mort à la suite des privations et des maladies. Je vous demande l'époque à laquelle ces faits se sont passés? Est-ce à la fin de la guerre ou est-ce que ce fait a déjà été constaté par vous antérieurement?

TÉMOIN HÖSS. — Non, cela se rapporte aux dernières années de la guerre, depuis la fin de 1942.

Dr KAUFFMANN. — Au paragraphe 3... Avez-vous encore la déclaration?

TÉMOIN HÖSS. — Non.

Dr KAUFFMANN. — Puis-je demander qu'on remette à nouveau la déclaration au témoin?

(Le document est remis au témoin.)

A la fin du paragraphe 3, vous déclarez que les ordres concernant l'internement de protection, les déportations, punitions, exécutions spéciales, étaient signées par Kaltenbrunner ou par Müller, chef de la Gestapo en tant que représentant de Kaltenbrunner. Voulez-vous créer ainsi une contradiction avec ce que vous avez dit tout à l'heure?

TÉMOIN HÖSS. — Non, cela se complète puisque j'ai toujours indiqué que je n'ai vu que très peu d'exemplaires munis de la signature de Kaltenbrunner; la plupart étaient signés de Müller.

Dr KAUFFMANN. — Paragraphe 4, vous déclarez :

« Toutes les exécutions massives par les gaz eurent lieu sous les ordres directs, la surveillance et la responsabilité du RSHA. Je recevais directement du RSHA tous les ordres de procéder à ces exécutions. »

Votre témoignage de tout à l'heure devant ce Tribunal avait pour objet de démontrer que toute cette action vous était directement ordonnée par Himmler en passant par Eichmann qui en était personnellement chargé. Est-ce que vous maintenez cela ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui.

Dr KAUFFMANN. — Voulez-vous, par cette dernière phrase du paragraphe 4, créer une contradiction avec ce que vous avez déclaré tout à l'heure ?

TÉMOIN HÖSS. — Non, en relation avec les exécutions massives et le RSHA, je parle toujours de l'Obersturmbannführer Eichmann.

Dr KAUFFMANN. — A la fin du paragraphe 7, vous déclarez — je ne veux pas lire textuellement — que malgré le secret, la population des régions avoisinantes devait se rendre compte qu'on procédait à des exterminations d'hommes. Je vous demande : est-ce qu'auparavant, avant le début de cette action spéciale d'extermination, on n'avait pas entrepris de faire normalement disparaître des cadavres à Auschwitz ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui. Alors que les fours crématoires n'étaient pas encore construits, nous avions une grande quantité de cadavres qui ne pouvaient être brûlés dans le four crématoire provisoire. Nous les brûlions directement ou encore les mettions dans des fosses communes et les brûlions ultérieurement tous ensemble. Cela avant que les exécutions massives de Juifs ne commencent.

Dr KAUFFMANN. — Est-ce que vous seriez d'accord avec moi si je disais que, d'après ce qui est décrit ici, on ne pouvait s'apercevoir qu'il s'agissait d'exterminations de Juifs ?

TÉMOIN HÖSS. — Je pense qu'on ne pouvait pas en tirer cette conclusion. La population...

LE PRÉSIDENT. — Quelle était la question ?

Dr KAUFFMANN. — Ma question était la suivante : est-ce qu'on pouvait déduire des faits décrits au paragraphe 7 qu'il s'agissait de l'extermination des Juifs ? Cette question précède la réponse du témoin, et c'est ma dernière question.

LE PRÉSIDENT. — La dernière phrase du paragraphe 7 se rapporte à la puanteur écœurante des cadavres. Je ne vois pas le rapport.

Dr KAUFFMANN. — Je demandais si, de ce fait, la population pouvait déduire qu'il s'agissait d'extermination de Juifs.

LE PRÉSIDENT. — Cette question est par trop naïve. La population ne pouvait pas savoir qui on exterminait.

Dr KAUFFMANN. — Oui, cela suffit. D'ailleurs je ne pose pas d'autres questions.

Dr PANNENBECKER. — Messieurs, j'ajouterai quelques questions, étant donné que le témoin a déclaré, lors de son interrogatoire, que l'accusé Frick avait visité les camps de concentration de Sachsenhausen et d'Oranienbourg en 1938.

Témoin, est-ce que, lors d'une visite à cette époque, 1937-1938, à Oranienbourg, on pouvait constater des atrocités ?

TÉMOIN HÖSS. — Non.

Dr PANNENBECKER. — Pourquoi non ?

TÉMOIN HÖSS. — Parce qu'à cette époque on ne pouvait pas parler d'atrocités.

Dr PANNENBECKER. — Est-il exact qu'à cette époque il régnait au camp de concentration d'Oranienbourg un ordre parfait et qu'on y exécutait des travaux afin de mettre le pays en valeur ?

TÉMOIN HÖSS. — C'est exact, mais on y travaillait surtout dans des ateliers de travail du bois.

Dr PANNENBECKER. — Pouvez-vous nous donner des détails sur ce qui fut montré à cette époque lors d'une telle visite officielle ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, la visite se déroula à travers le camp proprement dit : on visita les baraquements, la cuisine, l'hôpital, l'infirmerie et enfin tous les bâtiments de service et les lieux de travail des détenus.

Dr PANNENBECKER. — Est-ce qu'à cette époque les baraquements étaient déjà surpeuplés, ainsi que les infirmeries ?

TÉMOIN HÖSS. — Non, il y avait un nombre normal de détenus par baraque.

Dr PANNENBECKER. — Quel était l'aspect de ces baraquements ?

TÉMOIN HÖSS. — A cette époque, les baraquements avaient le même aspect qu'un cantonnement de soldats sur un terrain de service. Les détenus avaient encore des draps et bénéficiaient de toutes les mesures d'hygiène nécessaires. Tout était parfaitement en ordre à cette époque.

Dr PANNENBECKER. — Merci, je n'ai pas d'autres questions à poser.

M. BIDDLE. — Quel était le nombre des camps de travail à cette époque ?

TÉMOIN HÖSS. — Je n'en connais pas le nombre exact, mais je crois qu'il y en avait de tout temps environ 900.

M. BIDDLE. — Combien d'internés y avait-il dans ces 900 camps ?

TÉMOIN HÖSS. — Je ne puis pas non plus le dire ; cela variait de 100 à 10.000 détenus. Je ne puis indiquer le nombre exact de détenus dans ces camps de travail.

M. BIDDLE. — De quelle administration dépendaient ces camps de travail ? De quel service ?

TÉMOIN HÖSS. — Les camps de travail dépendaient du WVHA en ce qui concerne la direction, la garde, l'habillement. Le ravitaillement et l'organisation du travail dépendaient des usines employant les détenus.

M. BIDDLE. — Et à la fin de la guerre, les conditions de vie dans ces camps de travail étaient-elles semblables aux conditions de vie dans les camps de concentration, telles que vous les avez décrites plus haut ?

TÉMOIN HÖSS. — Oui, car il n'y avait plus la possibilité d'évacuer les détenus malades vers les camps de concentration proprement dits ; c'est pour cela que la mortalité était très élevée.

LE PRÉSIDENT. — Le témoin peut se retirer.

(Le témoin se retire.)

En avez-vous terminé, Docteur Kauffmann ?

Dr KAUFFMANN. — Je fais comparaître encore un témoin, avec l'autorisation du Tribunal, le témoin Neubacher.

(Le témoin s'approche de la barre.)

LE PRÉSIDENT. — Quel est votre nom complet ?

TÉMOIN HERMANN NEUBACHER. — Hermann Neubacher.

LE PRÉSIDENT. — Répétez ce serment après moi : « Je jure devant Dieu tout puissant et omniscient que je dirai la pure vérité et que je ne célerai ni n'ajouterai rien ».

(Le témoin répète le serment.)

LE PRÉSIDENT. — Vous pouvez vous asseoir.

Dr KAUFFMANN. — Témoin, quelles fonctions avez-vous assumées avant et pendant la guerre ?

TÉMOIN NEUBACHER. — Pendant la guerre, j'ai occupé pendant cinq années des postes diplomatiques à l'étranger ; auparavant, c'est-à-dire avant la guerre, j'étais maire de Vienne.

Dr KAUFFMANN. — Connaissez-vous l'accusé Kaltenbrunner ?

TÉMOIN NEUBACHER. — Je le connais.

Dr KAUFFMANN. — Et depuis quand le connaissez-vous ?

TÉMOIN NEUBACHER. — J'ai fait la connaissance de Kaltenbrunner en 1934 lors de ce qu'on a appelé l'action de pacification

Extrait des *Annales d'Histoire Révisionniste*, n° 1
(1987), pp. 137 à 151.

Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz

Robert Faurisson

Rudolf Höss fut le premier des trois commandants successifs du camp de concentration d'Auschwitz. Il est souvent appelé « le commandant d'Auschwitz » et le grand public connaît de lui des écrits qui ont été publiés sous le titre : *Le Commandant d'Auschwitz parle*. Il a comparu devant le TMI (Tribunal militaire international) en qualité de témoin, le 15 avril 1946. Sa déposition fit sensation. A la stupéfaction des accusés et en présence de la presse du monde entier, il confessa les crimes les plus affreux que l'Histoire eût jamais connus. Il disait avoir personnellement reçu l'ordre de Himmler d'exterminer les juifs. Il estimait qu'à Auschwitz on avait exterminé 3 000 000 d'hommes dont 2 500 000 par le moyen de chambres à gaz homicides. Ces aveux étaient faux. Ils lui avaient été extorqués par la torture. Il a fallu attendre 1983 pour connaître l'identité des tortionnaires et la nature des tortures.

Le cœur même des aveux de R. Höss est constitué par quatre pièces qui, dans l'ordre chronologique, sont les suivantes :

1. Une déposition écrite signée le 14 mars (ou le 15 mars ?) 1946 à 2 h 30 du matin ; il s'agit d'un texte dactylogra-

phié de 8 pages, rédigées en allemand ; je ne pense pas qu'en temps ordinaire une seule instance judiciaire des pays démocratiques accepterait de prendre en considération ces pages dépourvues de tout en-tête et de toute référence administrative imprimée et fourmillant de corrections diverses, soit dactylographiées, soit manuscrites, sans l'accompagnement du moindre paraphe et sans aucun rappel, à la fin, du nombre de mots corrigés ou supprimés. Höss a signé une première fois après avoir écrit : « 14.3.46 2³⁰ ». Il a procédé de même après deux lignes qui auraient dû être manuscrites mais qui sont dactylographiées et qui disent :

J'ai lu le texte ci-dessus ; je confirme qu'il correspond à mes propres déclarations et que c'est la pure vérité.

Suivent les noms et les signatures de deux témoins : deux sergents britanniques ; l'un n'a pas mentionné la date tandis que l'autre indique celle du 15 mars. Vient enfin la signature d'un capitaine de la 92ème section de la sécurité militaire en campagne qui certifie que les deux sergents ont été présents durant toute la procédure où le prisonnier Rudolf Höss a fait volontairement sa déposition. La date est celle du 14 mars 1946. Rien n'indique le lieu !

La cote que les Alliés ont attribuée à ce document est NO-1210.

2. Une déclaration sous serment (en anglais : *affidavit*) signée le 5 avril 1946, soit 22 jours plus tard. Il s'agit d'un texte dactylographié de 2 pages 1/4, rédigées en anglais. Ce dernier point est surprenant. Höss a donc signé là une déclaration sous serment, non pas dans sa langue mais dans celle de ses gardiens. Sa signature apparaît à trois reprises : d'abord en bas des deux premières pages, puis, à la troisième et dernière page après un texte de 4 lignes, toujours en anglais, toujours dactylographiées et qui disent :

Je comprends l'anglais, langue dans laquelle est rédigé le texte ci-dessus. J'ai déposé selon la vérité ; j'ai fait cette déclaration volontairement et sans contrainte ; après avoir relu ma déposition, je l'ai signée et certifiée, à Nuremberg, Allemagne, le 5^e jour d'avril 1946.

Suit la signature du lieutenant-colonel Smith W. Broockhart après la formule :

Après avoir prêté serment et signé en ma présence, le 5^e jour d'avril 1946, à Nuremberg, Allemagne.

Par la forme, ce texte est, s'il se peut, encore moins acceptable que le précédent. En particulier, des lignes entières sont ajoutées en capitales manuscrites à la manière anglaise tandis que d'autres sont biffées d'un trait de plume. Il n'y a aucun paraphe en marge de ces corrections, aucun rappel, en fin de document, du nombre de mots rayés nuls.

La cote que les Alliés ont attribuée à ce document est PS-3868.

Pour dissimuler le fait que Höss avait signé une déposition sous serment qui était en anglais alors qu'elle aurait dû être dans sa propre langue, c'est-à-dire en allemand, et pour faire disparaître les ratures, les ajouts et les corrections, voici la supercherie qui fut utilisée à Nuremberg : on retapa le texte au propre et on le présenta comme une « Translation », sous-entendu de l'allemand en anglais ! Mais le tricheur alla trop vite en besogne. Il crut qu'un ajout manuscrit au paragraphe 10 (dû à une main anglaise) était un ajout à la fin du paragraphe 9. Le résultat de cette méprise est que la fin du paragraphe 9 est rendue totalement incompréhensible.

Il existe donc deux documents différents sous la même cote PS-3868 : la pièce signée par Höss et le « remake ». C'est le « remake », autrement dit le faux grossier, qui fut utilisé devant le Tribunal de Nuremberg. Un ouvrage historique qui prétend reproduire la déclaration PS-3868 de Höss reproduira en fait le « remake » mais en supprimant sans le dire la fin du paragraphe 9 ainsi que le paragraphe 10 tout entier : voyez Henri Monneray, *La Persécution des Juifs dans les pays de l'Est présentée à Nuremberg*, Paris, éditions du Centre de Documentation Juive, 1949, p. 159-162.

3. La déposition orale, si spectaculaire, que j'ai déjà mentionnée et qui fut faite devant le TMI le 15 avril 1946, soit 10 jours après la rédaction du document PS-3868.

Paradoxalement, c'est un avocat de la défense qui a demandé la comparution de R. Höss : Kurt Kauffmann, défenseur de Ernst Kaltenbrunner, dans l'intention manifeste de montrer que le responsable de l'extermination présumée était Himmler et non Kaltenbrunner. Quand vint le tour pour le représentant du ministère public (en la circonstance, le procureur adjoint américain, le colonel Harlan Amen) d'interroger Höss, il fit semblant de lire la déposition signée par ce dernier et, en réalité, il lut des extraits du « remake ». Harlan Amen donna un prétexte pour ne pas lire le paragraphe 9 (et, du même coup, le paragraphe 8). S'interrompant après la lecture de chaque fragment, il demanda à Höss si c'était bien là ce qu'il avait déclaré. Il reçut en tout et pour tout les réponses suivantes :

« Jawohl », « Jawohl », « Jawohl », « Ja, es stimmt », une réponse de deux lignes (contenant une énormité, à savoir que les juifs hongrois auraient été tués à Auschwitz à partir de 1943 alors que le premier convoi de ces juifs n'est arrivé à Auschwitz que le 2 mai 1944), « Jawohl », « Jawohl », « Jawohl », une réponse d'une ligne, « Jawohl », « Jawohl » (IMG, XI, p. 457-461).

Il y aurait eu normalement cent questions à poser sur cette extermination et ces chambres à gaz, c'est-à-dire sur un crime et sur un instrument du crime sans précédent dans l'Histoire, mais personne ne posa ces questions. En particulier, le colonel Amen ne sollicita aucune précision ni aucun complément sur le texte véritablement effrayant dont il donnait lecture ce jour-là en présence de journalistes qui, le lendemain, allaient en faire les grands titres de leurs journaux.

4. Les textes rassemblés généralement sous le titre *Le Commandant d'Auschwitz parle*. Höss aurait rédigé ces textes au crayon sous la surveillance de ses geôliers polono-communistes, dans sa prison de Cracovie, en attente de son procès. Il fut condamné à mort le 2 avril 1947 et pendu 14 jours plus tard dans le camp d'Auschwitz. Il fallut attendre 1958, soit onze ans, pour voir publier en Allemand ce qu'on peut appeler ses mémoires. La publication en fut faite par l'historien allemand Martin Broszat, sans respect pour les méthodes de routine des publications scientifiques. Broszat alla jusqu'à supprimer des fragments qui

auraient fait trop clairement apparaître que R. Höss ou ses maîtres polonais avaient proféré des énormités, ce qui était dommageable pour la véracité de l'ensemble de ses récits.

Les quatre pièces que je viens d'énumérer ont un étroit rapport de filiation. A y regarder de près, les contradictions ne manquent pas dans leurs contenus respectifs, mais, pour l'essentiel, elles se confirment. Les 8 pages de NO-1210 sont en quelque sorte résumées dans les 2 pages 1/4 de PS-3868 ; ce dernier a servi de pièce centrale dans la déposition orale devant le TMI ; enfin, les mémoires rédigés à Cracovie couronnent le tout. La base et la matrice sont donc le document NO-1210. Je vais en reparler.

*Révélation de Höss en Pologne,
sur sa première confession*
(doc. NO-1210 du 14 ou 15 mars 1946)

La guerre avait pris fin en Allemagne le 8 mai 1945. Höss tomba aux mains des Britanniques qui l'enfermèrent dans un camp pour SS. En sa qualité d'agriculteur professionnel, il obtint une libération anticipée. Ses gardiens ignoraient alors l'importance de leur proie. Il fut placé par un bureau de travail comme ouvrier agricole dans une ferme près de Flensburg, non loin de la frontière du Danemark. Il y resta huit mois. La police militaire le recherchait. Sa famille, avec laquelle il avait réussi à maintenir le contact, était strictement surveillée et soumise à des perquisitions fréquentes. Il raconte dans ses mémoires les circonstances de son arrestation et ce qui s'ensuivit. Le traitement qu'il subit fut particulièrement brutal. A première vue on s'étonne que les Polonais aient permis à Höss de faire ces révélations sur la police militaire britannique. A la réflexion, on découvre qu'ils ont pu être guidés par un ou plusieurs des motifs suivants :

— le désir de donner à cette confession une apparence de sincérité et de véracité ;

— l'intention de susciter chez le lecteur une comparaison, flatteuse pour les communistes polonais, entre les méthodes britanniques et les méthodes polonaises ; Höss dira, en effet, plus loin que, dans la première partie de sa détention à Cracovie, on faillit l'« achever » physiquement et surtout moralement mais que par la suite on le traita « avec tant de compréhension, tant d'humanité » qu'il consentit à écrire ses mémoires ;

— la nécessité de fournir une explication à certaines absurdités contenues dans le texte (NO-1210) que les policiers britanniques avaient fait signer à R. Höss, l'une de ces absurdités consistant à inventer l'existence d'un « camp d'extermination » en un lieu qui n'a jamais existé sur aucune carte de Pologne : « Wolzek près de Lublin » ; la confusion avec Belzec n'est pas à envisager puisque, aussi bien, Höss parle de trois camps : « Belzek (sic) », « Tublinka (sic) » et « Wolzek près de Lublin ». Plus loin, Treblinka sera correctement orthographié. Notons en passant que les camps de Belzec et de Treblinka n'existaient pas encore à l'époque (juin 1941) où Himmler, selon Höss, lui aurait dit qu'ils fonctionnaient déjà comme « camps d'extermination ».

Voici en quels termes Höss raconte successivement son arrestation par les Britanniques, sa signature du document qui deviendra le NO-1210, son transfert à Minden-sur-la-Weser où le traitement qu'il subit fut encore pire, son séjour à la prison du tribunal de Nuremberg et, enfin, son extradition vers la Pologne.

Le 11 mars 1946, à vingt-trois heures, on vint m'arrêter.

Deux jours avant cette date, ma fiole de poison s'était brisée.

Réveillé en sursaut, je pensai être attaqué par des cambrioleurs qui étaient alors très nombreux dans la région : on n'eut donc aucune peine à m'arrêter. Le traitement que je subis de la part de la Field Security Police ne fut pas particulièrement clément.

On m'emmena à Heide et je me retrouvai par hasard dans la caserne même d'où les Anglais m'avaient libéré huit mois plus tôt.

Mon premier interrogatoire fut « frappant » au sens exact du terme. J'ai signé le procès-verbal, mais je ne sais pas ce qu'il contenait : l'alternance de l'alcool et du fouet était trop sensible, même pour moi. Le fouet était ma propriété personnelle : il se trouvait par hasard dans les

bagages de ma femme. Je ne crois pas que j'en aie frappé mon cheval et certainement pas les détenus. Mais l'homme qui m'interrogeait pensait probablement que je m'en servais pour battre des prisonniers à longueur de journée.

Au bout de quelques jours, je fus conduit à Minden-sur-la-Weser, centre des interrogatoires de la zone anglaise. Là, j'ai subi un traitement encore plus brutal de la part du procureur militaire, un commandant anglais. Le régime de la prison où je me vis enfermé correspondait à son attitude.

Au bout de trois semaines, je fus brusquement conduit chez le coiffeur qui me rasa la barbe et me coupa les cheveux ; on m'autorisa aussi à me laver. Depuis mon arrestation, c'était la première fois qu'on m'enlevait mes menottes.

Le lendemain, on me transporta en voiture spéciale à Nuremberg, en compagnie d'un prisonnier de guerre qu'on avait amené de Londres comme témoin à décharge pour Fritzsche(*). Après mes expériences précédentes, mon séjour dans la maison d'arrêt me fit l'effet d'une cure en sana. Je me trouvais dans le même pavillon que les principaux accusés et je pouvais les voir constamment lorsqu'on les conduisait au tribunal. Des représentants de tous les pays alliés venaient presque tous les jours faire un tour dans notre prison : chaque fois on me montrait comme une « bête féroce » particulièrement curieuse,

On m'avait fait venir à Nuremberg comme témoin à décharge de Kaltenbrunner, sur demande de son défenseur. Jusqu'à ce jour, je ne suis pas parvenu à comprendre pourquoi c'était moi entre tous qu'on avait choisi pour ce rôle.

Les conditions de mon séjour étaient excellentes sous tous les rapports ; nous disposions d'une grande bibliothèque et je pouvais employer tout mon temps à lire. Mais les interrogatoires étaient vraiment très pénibles : on ne m'infligeait pas de sévices, mais la pression morale était très dure à supporter. Je ne puis en vouloir à mes juges : ils étaient tous juifs.

Ce sont ces juifs désireux de tout savoir qui m'ont psychologiquement disséqué. Ils ne laissaient subsister aucun doute sur le sort qui nous attendait.

Le 25 mai, anniversaire de mon mariage, je fus conduit avec Bihler [sic pour Bühler] et von Burgsdorf à l'aérodrome où l'on me remit à des officiers polonais. Un avion U.S.A. nous transporta par Berlin à Varsovie (Rudolf Höss, *Le Commandant d'Auschwitz parle*, traduit de l'allemand par Constantin de Grunwald, Julliard, (1959) 1970, p. 248-250).

(*) Hans Fritzsche, chargé de la radio et de la presse au ministère de l'Education et de la Propagande depuis 1938, acquitté à Nuremberg.

*Révélation en 1983,
sur les tortionnaires britanniques de R. Höss*

Les révisionnistes ont, depuis longtemps, prouvé que les diverses confessions de R. Höss présentaient tant d'erreurs grossières, de non-sens et d'impossibilités de toutes natures qu'il n'était plus possible de leur accorder le crédit que les juges de Nuremberg et ceux de Cracovie, ainsi que des historiens de rencontre, leur avaient accordé sans analyse préalable de leur contenu et des circonstances dans lesquelles ces confessions avaient été obtenues.

Selon toute vraisemblance, Höss avait été torturé par des Britanniques de la 92^e Field Security Section. Mais il fallait une confirmation à cette hypothèse. La confirmation allait venir avec la publication d'un livre anglais contenant le nom du principal tortionnaire (un sergent britannique d'origine juive) et décrivant les circonstances de l'arrestation de R. Höss ainsi que de son interrogatoire au troisième degré.

Le livre est de Rupert Butler. Il a été publié en 1983 (Hamlyn Paperbacks). R. Butler est l'auteur de trois autres ouvrages : *The Black Angels*, *Hand of Steel* et *Gestapo*, publiés chez le même éditeur. Celui qui nous intéresse s'intitule : *Legions of Death*. Son inspiration est antinazie. R. Butler dit que, pour ce livre, il a fait des recherches auprès de l'Imperial War Museum de Londres, de l'Institute of Contemporary History (Wiener Library) et d'autres institutions aussi prestigieuses. Au début de son livre, il exprime sa gratitude à ces institutions et, par ailleurs, à deux personnes dont l'une est un « Juif » du nom de Bernard Clarke « qui captura Rudolf Höss, le commandant d'Auschwitz » et dont il cite quelques fragments d'écrits ou bien de propos enregistrés.

Bernard Clarke n'éprouve aucun remords mais, au contraire, une certaine fierté d'avoir torturé un « nazi ». Rupert Butler, lui non plus, n'y voit aucun mal. Ni l'un ni l'autre ne mesurent l'importance de leur révélation. Ils disent que R. Höss a été arrêté le 11 mars 1946 et qu'il a fallu trois jours de torture pour obtenir « une déclaration cohérente ». Ils ne se rendent pas compte que cette prétendue « déclaration cohérente » n'est autre que la con-

fession, véritablement folle, qui a été signée par leur victime pantelante le 14 ou le 15 mars 1946 à 2 h 30 du matin et qui allait définitivement sceller le sort de R. Höss et marquer à jamais l'histoire du mythe d'Auschwitz, prétendu haut lieu de l'extermination des juifs en particulier grâce à l'emploi de prétendues chambres à gaz homicides.

Le 11 mars 1946, Bernard Clarke et cinq autres spécialistes du renseignement, en uniforme britannique, de haute taille pour la plupart et l'air menaçant, pénétrèrent au domicile de Mme Höss et de ses enfants. Les six hommes, nous dit-on, sont tous « entraînés aux techniques les plus sophistiquées des interrogatoires soutenus et sans merci » (p. 235). Clarke se met à crier :

Si vous ne nous dites pas où est [votre mari], nous vous livrerons aux Russes qui vous flanqueront devant un poteau d'exécution et votre fils ira en Sibérie.

Mme Höss craque et révèle, dit Clarke, l'emplacement de la ferme où se cache son mari. Elle révèle aussi son faux nom : Franz Lang. Et Bernard Clarke d'ajouter :

Une intimidation appropriée exercée sur le fils et la fille produisit des informations identiques.

Le sergent juif et les cinq autres spécialistes de l'interrogatoire au troisième degré partent alors à la recherche de R. Höss qu'ils surprennent en pleine nuit, couché dans un recoin de la salle servant d'abattoir à la ferme.

Höss poussa un cri à la simple vue des uniformes britanniques. Clarke hurle : « Ton nom ? »

A chaque fois que la réponse était « Franz Lang », Clarke écrasait de son poing la face du prisonnier. Au quatrième coup Höss craqua et reconnut qui il était.

Soudain cet aveu déchaîna l'écœurement des sergents juifs venus l'arrêter, dont les parents étaient morts à Auschwitz en vertu d'un ordre signé de Höss. Tout là-haut le prisonnier fut arraché de sa couchette et on lui arracha son pyjama. Il fut ensuite traîné nu vers l'une des tables d'abattage et là Clarke crut que coups et cris n'auraient pas de fin.

En fin de compte, l'officier de santé intervint avec insistance auprès du capitaine : « Dites-leur d'arrêter ou c'est un cadavre que vous ramèneriez ». On jeta sur Höss une couverture et il fut traîné vers la voiture de Clarke où ce dernier lui déversa dans la gorge une bonne rasade

de whisky. Höss essayant alors de s'endormir, Clarke lui plongea son stick de commandement sous les paupières et en allemand lui ordonna : « Tiens ouverts tes yeux de cochon, espèce de porc ! »

Alors, pour la première fois, Höss débita une justification qu'il allait si souvent répéter : « Je recevais mes ordres de Himmler. Je suis un soldat comme vous. Il fallait obéir aux ordres ».

L'équipe fut de retour à Heide vers trois heures du matin. La neige continuait de tourbillonner mais on arracha à Höss sa couverture et il lui fallut traverser complètement nu la cour de la prison jusqu'à sa cellule.

C'est ainsi que Bernard Clarke révèle :

Il y fallut trois jours pour obtenir [de Höss] une déclaration cohérente.

C'est cette déclaration, obtenue dans les conditions que l'on voit par des brutes de la Sécurité Militaire britannique et sous l'inspiration du cerveau malade du sergent interprète Bernard Clarke, qui deviendra la première confession de Höss, la confession primordiale répertoriée sous la cote NO-1210. Une fois que le prisonnier torturé eut commencé de parler, Clarke dit qu'il fut impossible de l'arrêter. Et Clarke, pas plus conscient en 1982 ou 1983 qu'en ces jours de 1946 de l'énormité de ce qu'il forçait Höss à confesser, rapporte alors une série d'horreurs fictives présentées ici comme réelles : Höss se mit en effet à raconter comment, ayant mis le feu aux monceaux de cadavres, on recueillait (*sic*) la graisse qui en coulait pour la reverser sur les cadavres (!). Il évaluait à deux millions le nombre des morts du seul temps où il avait été à Auschwitz (!) ; les tueries atteignaient parfois le nombre de 10.000 victimes par jour (!).

Clarke était chargé de la censure des lettres adressées par Höss à sa femme et à ses enfants. Toutes les polices du monde savent que cette autorisation d'écrire à la famille constitue une arme psychologique. Pour faire chanter le prisonnier il suffit parfois de suspendre ou de supprimer cette autorisation. Clarke fait une intéressante remarque sur le contenu des lettres de Höss ; il nous confie :

Parfois le morceau était dur à avaler. Il y avait deux hommes dans cet homme. L'un était brutal et sans égard pour la vie humaine. L'autre était tendre et affectueux (p. 238).

Rupert Butler termine son récit en disant que Höss ne chercha plus à nier ou à échapper à ses responsabilités. Il est de fait qu'au procès de Nuremberg Höss se conduisit avec une « apathie schizoïde ». L'expression est de l'Américain G.M. Gilbert, le psychologue de la prison chargé de la surveillance psychologique des prisonniers, en relation avec le ministère public américain. On veut bien croire que R. Höss était « scindé en deux » ! Il avait l'air d'une loque parce qu'on en avait fait une loque. « Apathetic », dit Gilbert à la page 229 de son livre (*Nuremberg Diary*, 1947, Signet Book, 1961) ; « apathetic », répète-t-il à la page suivante ; « schizoid apathy », écrit-il à la page 239.

A la fin de son propre procès, à Cracovie, Höss accueillit la sentence de mort avec une indifférence apparente. Rupert Butler observe à ce propos :

[Höss] s'était fait la remarque que les Alliés avaient reçu des ordres et qu'il n'était absolument pas question que ces ordres ne fussent pas exécutés (p. 238).

On ne saurait mieux dire. R. Höss, à l'instar de milliers d'accusés allemands rendus à la merci de vainqueurs totalement convaincus de leur bon droit, avait vite compris qu'il n'avait pas d'autre choix que d'en passer par la volonté de ces justiciers de l'Ouest ou de l'Est.

Rupert Butler évoque ensuite rapidement le cas de Hans Frank, l'ancien gouverneur de Pologne. Sur le même ton de satisfaction morale il raconte les circonstances de la capture et le traitement subi :

La célébrité du personnage ne fut d'aucun effet sur les deux GI de couleur qui l'arrêtèrent et firent le nécessaire pour qu'il fût transporté à la prison municipale de Miesbach seulement après avoir été sauvagement battu puis flanqué dans un camion. On lui avait jeté dessus une toile goudronnée pour cacher les traces les plus marquantes du traitement qu'il avait subi ; Frank profita de cette couverture pour s'entailler l'artère du bras gauche. Il n'était évidemment pas question de le laisser s'en tirer si facilement : un officier de santé de l'armée américaine lui sauva la vie et Frank put comparaître devant le Tribunal militaire international de Nuremberg (p. 238-239).

Hans Frank, on le sait, fut pendu.

Rudolf Höss et Hans Frank ne furent pas les seuls à subir des traitements de ce genre. Parmi les cas les plus

célèbres on connaît ceux de Julius Streicher, de Hans Fritzsche, de Franz Ziereis, de Josef Kramer, de Oswald Pohl...

Mais le cas de Höss est, de loin, le plus grave par ses conséquences. Aucun document ne prouve, de la part des Allemands, une politique d'extermination des juifs. Léon Poliakov en convenait dès 1951 :

En ce qui concerne la conception proprement dite du plan d'une extermination totale, les trois ou quatre principaux acteurs se sont suicidés en mai 1945. Aucun document n'est resté, n'a peut-être jamais existé (*Bréviaire de la haine. Le III^e Reich et les Juifs*, Calmann-Lévy, Livre de Poche, (1951) 1974, p. 171).

En l'absence de tout document, les historiens à la Poliakov se sont rabattus principalement sur des confessions douteuses comme celles de Kurt Gerstein ou de Rudolf Höss, non sans modifier les textes à leur convenance.

Bernard Clarke est « aujourd'hui un businessman prospère établi dans le sud de l'Angleterre » (*Legions of Death*, 1983, p. 235). On peut bien dire que c'est sa voix, et son esprit malade, qui se sont fait entendre à Nuremberg, le 15 avril 1946, quand le procureur Amen donnait lecture, fragment par fragment, à un auditoire stupéfait et bouleversé, de la prétendue confession de R. Höss. Ce jour-là prenait véritablement son envol un mensonge aux dimensions planétaires : le mensonge d'Auschwitz. A l'origine de cette prodigieuse affaire médiatique : quelques sergents juifs de la Sécurité Militaire britannique, dont Bernard Clarke, aujourd'hui « businessman prospère établi dans le sud de l'Angleterre ».

Le témoignage de Moritz von Schirmeister

Moritz von Schirmeister avait été pendant la guerre le conseiller de presse personnel de Joseph Goebbels. Le 29 juin 1946, il fut interrogé devant le TMI en tant que témoin à décharge de Hans Fritzsche. Sa déposition fut particulièrement intéressante en ce qui concernait la personnalité véritable du Dr Goebbels et l'attitude des servi-

ces officiels allemands face au flot de récits d'atrocités déversés pendant la guerre par les Alliés sur le compte des camps de concentration. A la fin de la guerre, Moritz von Schirmeister avait été arrêté par les Britanniques et interné en Angleterre dans un camp où il avait été chargé de la « rééducation » politique de ses camarades prisonniers. Pour venir témoigner à Nuremberg, il fut d'abord transféré en avion de Londres en Allemagne. Il fut gardé à Minden-sur-la-Weser qui était le centre principal des interrogatoires de la police militaire britannique. De là il fut conduit en voiture (31 mars-1^{er} avril 1946) à la prison de Nuremberg. Dans la même voiture se trouvait R. Höss. Moritz von Schirmeister est précisément ce « prisonnier de guerre qu'on avait amené de Londres comme témoin à décharge pour Fritzsche » dont parle Höss dans ses « mémoires » (voy. ci-dessus). Grâce à un document que je dois à l'obligeance de l'Américain Mark Weber qui m'en a remis copie en septembre 1983 à Washington, document dont je ne suis pas encore autorisé à indiquer la source exacte, nous savons que les deux Allemands ont pu librement converser dans la voiture qui les menait à Nuremberg. Dans ce document d'un peu plus de deux pages, Moritz von Schirmeister rapporte qu'à propos des charges qui pesaient sur lui R. Höss lui confia :

Gewiss, ich habe unterschrieben, dass ich 2 1/2 Millionen Juden umgebracht habe. Aber ich hätte genausogut unterschrieben, dass es 5 Millionen Juden gewesen sind. Es gibt eben Methoden, mit denen man jedes Geständnis erreichen kann — ob es nun wahr ist oder nicht. (Assurément, j'ai signé que j'avais tué 2 millions et demi de juifs. Mais j'aurais tout aussi bien signé qu'il y en avait eu 5 millions. Il y a précisément des méthodes pour obtenir n'importe quel aveu — qu'il soit vrai ou non).

Un autre aveu signé de R. Höss

Les tortionnaires britanniques de R. Höss n'avaient aucune raison de se gêner. Après lui avoir fait signer le document NO-1210 à 2 h 30 du matin le 14 ou le 15 mars 1946, ils obtinrent de lui une nouvelle signature le 16 mars,

Statement made voluntarily at
by Rudolf Höss, former commandant of
Auschwitz concentration camp, on 16 March 1946

I personally arranged on orders received from Himmler
in May 1941 the gassing of two million persons between
June/July 1941 and the end of 1943 during which
time I was commandant of Auschwitz.

signed.
Rudolf Höss
16-3-46
Dr. Otto Juschützky, Notar

L'aveu de R. Höss du 16 mars 1946 d'après Lord Russell of Liverpool dans la traduction en allemand de *The Scourge of the Swastika* (Le fléau de la swastika) sous le titre *Geißel der Menschheit* (Fléau de l'humanité), Berlin, Verlag Volk & Welt, 1960, avant la page 161. On remarquera la différence entre l'écriture manuscrite du texte de l'aveu et l'écriture manuscrite de R. Höss. Dans son introduction à l'édition anglaise de *Kommandant in Auschwitz*, Lord Russell de Liverpool prétend fournir quelques informations sur les conditions dans lesquelles Höss eut à signer ce billet mais, comme il commet des erreurs dans la chronologie des événements à ce propos, ses informations sont à prendre avec réserve (voy. *The Commandant of Auschwitz*, Weidenfeld & Nicolson, 1959, p. 18).

cette fois-ci au bas d'un texte en anglais, rédigé de la main d'un Anglais, avec un blanc à la place de l'endroit où aurait dû figurer le nom du lieu. Il fallait tout le cynisme, l'inconscience et la naïve rouerie de ses gardiens pour lui faire signer un simple billet où se lisait en anglais :

Déclaration faite volontairement à la prison de [passage en blanc] par Rudolf Höss ancien commandant du camp de concentration d'Auschwitz le 16^e jour de mars 1946.

J'ai personnellement organisé sur ordres reçus de Himmler en mai 1941 le gazage de deux millions de personnes entre juin/juillet 1941 et la fin de 1943 temps durant lequel j'ai été le commandant d'Auschwitz.

Signé :
Rudolf Höss
SS-Stubfhr.
Ancien Kdt. d'Auschwitz-Birkenau

Même le mot *signed* (« signé ») était d'une main anglaise.

CONCLUSION

Le « témoignage » de Rudolf Höss était d'une importance primordiale pour les historiens défendant la thèse de l'extermination des juifs et de l'existence, à Auschwitz, de chambres à gaz homicides. Avec la publication de *Legions of Death* par Rupert Butler, ce « témoignage » s'effondre définitivement. Ainsi que le disaient les historiens révisionnistes, Rudolf Höss a rendu ce témoignage sous la torture. L'ironie veut que cette confirmation de la thèse révisionniste ait été involontairement apportée par un historien exterminationniste. Ce dernier ne soupçonnait certainement pas l'importance de sa découverte, que vient de corroborer en octobre 1986 une émission télévisée britannique : *Secret Hunters*. Voyez Mike Mason, *In a cell with a Nazi war criminal — We kept him awake until he confessed* (« En cellule avec un criminel de guerre nazi — Nous l'avons tenu éveillé jusqu'à ce qu'il avoue »), *Wrexham Leader*, 17 octobre 1986.

Extrait de *Nouvelle Vision*, n° 33 (1994)
pp. 111 à 117

LE TÉMOIGNAGE DU « COMMANDANT D'AUSCHWITZ » EST DÉCLARÉ SANS VALEUR !

Robert Faurisson

Depuis près d'un demi-siècle, les historiens avaient l'habitude d'avancer le témoignage de Rudolf Höss, l'un des trois commandants successifs du camp d'Auschwitz, comme la preuve par excellence de la réalité du prétendu génocide des juifs et des prétendues chambres à gaz nazies. Or, voici que ce témoignage vient d'être désavoué par deux professeurs américains, l'un et l'autre connus pour leur engagement en faveur de la thèse de l'« Holocauste » : Christopher Browning et Deborah Lipstadt. Les révisionnistes avaient donc raison, qui, depuis longtemps, déniaient toute valeur à ce témoignage, extorqué, disaient-ils, par la torture. C. Browning, collaborateur de l'*Encyclopedia of the Holocaust*, est l'auteur d'un livre consacré aux activités d'un bataillon de police allemande sur le front de l'Est (*Ordinary Men*) ; toute la presse française en fait actuellement l'éloge. D. Lipstadt a publié en 1993 un ouvrage antirévionniste dont il sera parlé ci-dessous.

Certes, en 1985, au premier procès du révisionniste Ernst Zündel, à Toronto, j'avais, par l'intermédiaire de l'avocat Douglas Christie qui lui posait des questions que j'avais moi-mêmes préparées, contraint le professeur Raul Hilberg à de surprenantes concessions quant au témoignage de Rudolf Höss. L'auteur de

ce monument de fausse science qu'est *The Destruction of the European Jews* (*La Destruction des juifs d'Europe*) avait dû admettre à propos de la déposition de R. Höss (doc. PS-3868) :

[It] seems to have been a summary of things [Höss] said or may have said or may have thought he said by someone who shoved a summary in front of him and he signed it, which is unfortunate ([Cette déposition] semble avoir été un résumé de choses que [Höss] a dites ou qu'il a peut-être dites ou qu'il a peut-être pensé qu'il avait dites, un résumé que quelqu'un lui a fourré sous le nez et qu'il a signé, ce qui est fâcheux) (Transcription du procès, p. 1230).

En 1989, Jean-Claude Pressac, à son tour, avait dit que les « erreurs » commises par R. Höss au sujet des gazages s'expliquaient par le fait que « Höss was present without seeing » (Höss, tout en étant présent, n'avait rien vu) (*Auschwitz : Technique and Operation of the Gas Chambers*, New York, Beate Klarsfeld Foundation, p. 128). En 1993, il dénonçait chez Höss tout à la fois « une invraisemblance de taille », un « anachronisme net », des « erreurs chronologiques [...] fréquentes », une « visite imaginaire par Himmler », des chiffres de morts « régulièrement multipliés par deux ou trois » et il concluait : « Höss, malgré son rôle essentiel dans la "Solution finale", ne peut plus être considéré actuellement comme un témoin fiable sur les dates et les chiffres » (*Les Crématoires d'Auschwitz*, CNRS éditions, p. 102-103).

Le témoignage de Höss était, par conséquent, remis en question par les défenseurs mêmes de la thèse de l'extermination des juifs, mais il gardait beaucoup de son prestige et de son utilité pour la légende d'Auschwitz.

Or, s'il faut en croire un journaliste de *Vanity Fair*, le célèbre magazine de la vie culturelle des États-Unis, C. Browning vient de porter le coup de grâce à ce témoignage et D. Lipstadt ne serait pas loin de partager le jugement de C. Browning. La sentence vient de tomber : « Höss was always a very weak and confused witness » (Höss a toujours été un témoin très faible et confus) et, pour mieux faire comprendre que ce témoignage

n'est plus bon qu'à jeter aux chiens, C. Browning ajoute au sujet de Höss : « The revisionists use him all the time for this reason in order to try and discredit the memory of Auschwitz as a whole » (C'est pour cette raison que les révisionnistes l'utilisent tout le temps afin d'essayer de discréditer la mémoire d'Auschwitz dans son ensemble). Cette dernière remarque est d'une rare impudence si l'on se souvient que le moyen le plus traditionnel de répliquer aux révisionnistes était, immanquablement, de leur lancer à la face le nom de R. Höss¹. Voilà qu'aujourd'hui C. Browning ose prétendre que c'est nous qui « utilisons tout le temps » le nom de R. Höss !

D. Lipstadt qui, elle, est d'origine juive, se contente, quand on l'interroge sur R. Höss, de renvoyer à la page 188 de son récent ouvrage : *Denying the Holocaust. The Growing Assault on Truth and Memory* (*La Négation de l'Holocauste : l'attaque grandissante contre la vérité et la mémoire*) (New York, The Free Press, 1993), mais le contenu de cette page revient à dire qu'on ne peut pas faire confiance au témoignage de l'ex-commandant d'Auschwitz ; il semble que, pour elle, les chiffres qu'il a donnés pour les morts de ce camp soient plus ou moins à ranger dans la même catégorie que le mythe du savon juif, qu'elle dénonce également.

Christopher Hitchens — tel est le nom du journaliste de *Vanity Fair* — a procédé avec un mélange d'ingénuité et d'ingéniosité. Constatant que les tenants de la thèse de l'« Holocauste » des juifs refusent tout débat avec les révisionnistes, il a eu l'idée de ce qu'il appelle une « expérience ». Il s'est tourné vers C. Browning et D. Lipstadt pour leur demander de l'aider dans son expérience et il a apparemment obtenu leur accord. Il s'est alors adressé à l'Institute for Historical Review de Los

(1) Encore tout récemment, un certain Richard Malher, de Vancouver (Canada), croyait trouver une parade décisive contre l'argumentation révisionniste en m'opposant le témoignage de R. Höss (« Even Holocaust criminals refute prof's numbers » (Même les criminels de l'Holocauste réfutent les chiffres du prof), *North Shore News*, 19 December, 1993, p. 8.

Angeles qui, depuis 1979, a publié des milliers de pages de littérature révisionniste. Il raconte qu'il a demandé à cet institut de lui envoyer son meilleur « coup » et qu'en réponse il a reçu « un article d'un Français du nom de Robert Faurisson, d'après lequel Rudolf Höss, l'un des commandants d'Auschwitz, aurait été torturé par les Britanniques et aurait ainsi confessé un nombre fantastique et incroyable de crimes » (il semble qu'en réalité notre institut lui ait envoyé une importante documentation dans laquelle le journaliste a jeté son dévolu sur mon article²). Puis, s'adressant à nouveau à C. Browning et D. Lipstadt, il a sollicité leur opinion sur cet article. Mais laissons la parole à C. Hitchens³ :

[TRADUCTION]

[L'Institut for Historical Review (Institut de critique historique) de Californie] est la cible d'un livre récent de Deborah Lipstadt, professeur à Emory University à Atlanta, qui a écrit *Denying the Holocaust. The Growing Assault on Truth and Memory* comme une réplique contre la prolifération de la « négation » dans les débats télévisés, sur les campus universitaires et ailleurs — sans compter plus récemment une campagne de tracts au National Holocaust Memorial Museum qui vient de s'ouvrir à Washington.

Deborah Lipstadt refuse tout débat en direct avec les négateurs de l'Holocauste parce qu'elle croit que ceux-ci cherchent à réhabiliter les Nazis ; elle a néanmoins accepté de m'aider pour une expérience. Prenant contact avec l'Institut for Historical Review, je leur demandai de m'envoyer leur meilleur coup. Je transmis celui-ci au professeur Lipstadt et au professeur Christopher Browning de la Pacific

(2) « Comment les Britanniques ont obtenu les aveux de Rudolf Höss, commandant d'Auschwitz », *Annales d'histoire révisionniste* n° 1 (printemps 1987), p. 137-152 ; « How the British Obtained the Confessions of Rudolf Höss », *Journal of Historical Review*, Winter 1986-87, p. 389-403 ; « Wie die Briten zu dem Geständnis von Rudolf Höss, Kommandant in Auschwitz, gekommen sind », *Deutschland in Geschichte und Gegenwart* (Grabert Verlag), März 1987, S. 12-17.

(3) Christopher Hitchens, « Whose history is it ? » (De qui est-ce là l'histoire ?), *Vanity Fair*, December 1993, p. 110-117, 118 ; le passage cité est extrait de la p. 117.

Lutheran University, auteur de *Ordinary Men* (Des hommes ordinaires), rapport d'activité cauchemardesque d'une équipe d'extermination nazie en Pologne pendant la guerre. Les révisionnistes m'envoyèrent un article d'un Français du nom de Robert Faurisson, d'après lequel Rudolf Höss, l'un des commandants d'Auschwitz, aurait été torturé par les Britanniques et aurait ainsi confessé un nombre fantastique et incroyable d'assassinats : « Par la présente, je déclare sous serment que, dans les années 1941 à 1943, sous ma responsabilité de commandant en exercice du camp de concentration d'Auschwitz, deux millions de juifs ont été mis à mort par le gaz et un demi-million par d'autres moyens ». Cette déclaration, spécialement mise en évidence et reproduite, est une pièce importante de l'Holocaust Memorial.

Je me mis alors en rapport avec Lipstadt et Browning et leur demandai leurs réponses, qui furent surprenantes : « Höss a toujours été un témoin très faible et confus », dit Browning, qui avait déposé comme expert dans des procès impliquant Auschwitz. « C'est pour cette raison que les révisionnistes l'utilisent tout le temps, afin d'essayer de discréditer la mémoire d'Auschwitz dans son ensemble ». Et le professeur Lipstadt me signala la page 188 de son livre, et quelle page ! Il y est dit que les histoires de Nazis transformant les juifs en savon sont entièrement fausses et il y est aussi dit que, bien qu'à Auschwitz le monument de pierre lui-même indique que le nombre des victimes — juives et non juives — est de quatre millions, le vrai chiffre se situe plutôt entre un million et demi et deux millions. Comme Höss a été le commandant de l'endroit pendant une partie seulement de l'existence du camp, cela signifie que, selon les *contre-révisionnistes*, un élément important des preuves assemblées par l'Holocaust Memorial n'est pas digne de foi. Une sensation de vertige, s'il en fut.

« Il en va de même avec l'histoire du savon », dit Lipstadt. « Je reçois des protestations de survivants, me disant que je ne devrais pas reconnaître que ce n'est pas vrai, parce que c'est donner des munitions à l'ennemi. Mais seule m'intéresse la découverte de la vérité ». Un concept passé de mode.

La soudaine concession de nos deux historiens de l'« Holocauste » est plus grave que toutes les concessions successives, tous les abandons, toutes les révisions déchirantes auxquelles, depuis quelques années, l'histoire officielle s'est vue contrainte sous la poussée du révisionnisme historique.

Le 15 avril 1946, au procès de Nuremberg, le témoignage de R. Höss avait bouleversé le monde entier. A l'époque, il était apparu si peu « faible et confus » que pas un avocat allemand n'avait osé contre-interroger le témoin sur ses fantastiques allégations. C'est ce témoignage qui avait servi de pièce maîtresse aux accusateurs de l'Allemagne vaincue et il figure en bonne place dans le texte même du jugement de Nuremberg. R. Höss, en fait, avait été torturé par des juifs de la Sécurité militaire britannique. Il lui avait fallu, à peine conscient, signer une déclaration dont on peut dire qu'elle était, en fait, tout droit sortie de cerveaux malades. Puis, R. Höss avait été livré aux communistes polonais. Là encore l'attendaient des juifs. Il « améliora » son témoignage et l'étendit considérablement. Après quoi, condamné à mort, il fut pendu à Auschwitz le 16 avril 1947. Onze ans plus tard, pour la honte de la science historique allemande, il se trouva un historien du nom de Martin Broszat, membre à l'époque — et futur directeur — de l'Institut d'histoire contemporaine de Munich, qui, en 1958, publia ces écrits, non sans les tronquer, comme s'il s'agissait d'une œuvre sincère et authentique. Au cœur de l'Holocaust Memorial Museum de Washington qui a été inauguré le 22 avril 1993, les deux principales preuves de l'extermination physique des juifs sont une porte de chambre à gaz... d'épouillage (reconnue comme telle même par un Jean-Claude Pressac) et le témoignage de R. Höss. Enfin, est-il besoin de l'ajouter, les manuels d'histoire contemporaine de nos lycées font état de ce même témoignage comme d'un document authentique de la plus grande portée.

Les révisionnistes ne cessent de proposer à leurs adversaires un débat public. L'article de *Vanity Fair* nous permet de comprendre pourquoi ces derniers fuient comme la peste l'offre d'un tel débat. C. Browning, en particulier, a des raisons personnelles de l'esquiver. En 1988, il avait commis l'imprudence de venir témoigner contre E. Zündel au second procès de Toronto (R. Hilberg, échaudé par son expérience du premier procès, en 1985, avait refusé de revenir à la barre). L'avocat Douglas Christie, que je conseillais là encore sur le plan

historique, avait littéralement anéanti C. Browning, qui était apparu non comme un historien — son ignorance était stupéfiante — mais comme une sorte de procureur remarquablement naïf pour qui l'histoire de l'« Holocauste » des juifs ne peut s'écrire qu'en écoutant l'accusation. C. Browning n'avait jamais soupçonné que, lorsqu'un « nazi » ou un « criminel de guerre » comparaissaient en justice, il leur fallait composer avec l'accusation, entrer dans le jeu de l'adversaire tout-puissant et feindre d'admettre l'existence des pires horreurs, quitte à minimiser ou à nier leur participation personnelle à ces horreurs. Aujourd'hui, C. Browning joue les autorités en matière d'histoire de l'« Holocauste » !

D'une certaine façon, C. Hitchens m'a personnellement mis à l'épreuve et confronté avec C. Browning. Je constate que mon étude sur le témoignage de R. Höss a bien surmonté l'épreuve. Je m'en réjouis mais non sans un regret : celui de n'avoir pas eu en face de moi un homme capable d'affirmer que ce sont les révisionnistes qui « utilisent tout le temps » le cas de Höss. Il me semble que je lui aurais demandé compte d'une telle affirmation qui me paraît constituer l'un des plus hardis mensonges de ces dernières années. Je lui aurais aussi demandé pourquoi, à son avis, R. Höss avait « toujours été un témoin très faible et confus » devant ses interrogateurs britanniques, devant ses interrogateurs américains, devant le tribunal de Nuremberg, devant ses interrogateurs polonais et devant le tribunal de Cracovie.

Mais oublions ces considérations et saluons ici l'une des plus importantes avancées de la science historique : le témoignage de R. Höss est enfin déclaré sans valeur ; du même coup s'effondre la « preuve » la plus accablante dont on se soit jamais servi pour accuser l'Allemagne vaincue du plus horrible des crimes.

Pour reprendre l'expression de C. Hitchens, on en éprouve « une sensation de vertige, s'il en fut ».

3 mars 1994